



Résultats annuels 2022

Les perspectives pour l'exercice 2022 ont été atteintes sur tous les indicateurs malgré les turbulences inflationnistes, grâce à de remarquables résultats en fin d'année.

Performance opérationnelle résiliente avec une croissance solide et continue de notre base de clients FMC à 823.500 abonnés et une stabilité de l'ARPU par relation client fixe en 2022 par rapport à 2021.

Nous visons une croissance saine du chiffre d'affaires^(a) entre 1 et 2 % pour 2023 sur une base remaniée, ainsi qu'un Adjusted EBITDAaL^(b) globalement stable sur une base remaniée, un ratio dépenses d'investissement^(c)/chiffre d'affaires d'environ 26 % et un flux de trésorerie disponible ajusté^(b, d) d'environ 250,0 millions d'euros.

L'information ci-jointe constitue de l'information réglementée au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 concernant les obligations des émetteurs des instruments financiers qui sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Information privilégiée.

Malines, le 16 février 2023 – Telenet Group Holding SA ('Telenet' ou la 'Société') (Euronext Bruxelles : TNET) publie ses résultats consolidés (non audités) pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2022. Les résultats sont conformes aux International Financial Reporting Standards tels qu'approuvés par l'Union européenne ('EU IFRS').

FAITS MARQUANTS

- Performance opérationnelle résiliente avec 73.800 acquisitions nettes de clients FMC pour l'exercice 2022 (T4 2022: +19.000), y compris une croissance robuste organique de notre base de clients mobiles en postpayé avec 45.300 acquisitions nettes (T4 2022: 10.500). Notre base de clients haut débit a continué à se développer avec 5.000 acquisitions nettes (T4 2022: 1 700), tandis que dans les segments de la télévision câblée et de la téléphonie fixe, nous continuons à observer une contraction de notre base de clients, stimulée par l'environnement macroéconomique actuel et l'évolution des préférences des consommateurs.
- Chiffre d'affaires de 2.665,0 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, en hausse de près de 3 % et plus de 1 % par rapport à l'exercice précédent sur une base rapportée et remaniée⁽¹⁾ avec une nette accélération au second semestre suite à l'ajustement tarifaire de la mi-juin 2022 (T4 2022: 712,9 millions d'euros, +7 % et de près de +2 % sur une base rapportée et remaniée respectivement par rapport à 2021) et en ligne avec nos perspectives pour l'exercice 2022.
- Bénéfice net de 997,0 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (T4 2022: 0,9 million d'euros). La robuste progression de 153 % en glissement annuel est attribuable à un gain sur la cession d'actifs liés à la transaction TowerCo, ainsi qu'à un résultat financier en nette amélioration en raison d'un bénéfice hors trésorerie sur nos dérivés d'intérêts.
- Adjusted EBITDA⁽²⁾ de 1.373,8 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, globalement stable sur une base rapportée et en hausse de près de 1 % par rapport à l'année dernière sur une base remaniée, malgré l'impact de l'inflation sur nos frais de personnel et la flambée des coûts énergétiques, et incluant 2,6 millions d'euros de coûts préparatoires pour le lancement de NetCo. Amélioration de la tendance au quatrième trimestre 2022 avec une croissance de l'Adjusted EBITDA de 5 % par rapport au quatrième trimestre 2021 sur à la fois une base rapportée et remaniée à 355,9 millions d'euros.
- L'Adjusted EBITDAaL⁽²⁾ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 s'est établi à 1.246,1 millions d'euros, globalement stable sur une base rapportée et en hausse de 1 % en glissement à la période comparable sur une base remaniée.

(a) Sur une base rapportée, la croissance attendue de notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2023 serait comprise entre 7 % et 8 %.

(b) Les rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour nos prévisions d'EBITDAaL ajusté et de flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent pas être fournis sans efforts déraisonnables car nous ne prévoyons pas (i) certaines charges hors trésorerie y compris les dotations aux amortissements et dépréciations, les restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le résultat net, ni (ii) les variations spécifiques du fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les éléments que nous ne prévoyons pas peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

(c) Hors comptabilisation des droits de diffusion du football capitalisés et des licences de spectre mobile et hors impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées à la location sur nos dépenses en immobilisations à payer.

(d) En excluant les paiements sur les licences de spectre mobile acquises dans le cadre de l'enchère de spectre multibande de 2022, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus de 2022 n'aura pas lieu avant le début de 2024.

- Les dépenses d'investissement à imputer⁽³⁾ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont atteint 1.419,3 millions d'euros et comprennent la comptabilisation des licences de spectre mobile récemment acquises et la location des tours. En excluant la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile et de certains impacts d'acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location, conformément à nos prévisions pour l'exercice 2022, nos dépenses d'investissement à imputer se sont élevées à 656,3 millions d'euros, soit environ 25 % du chiffre d'affaires, conformément à nos prévisions.
- Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles⁽⁴⁾ (précédemment appelé « flux de trésorerie opérationnel disponible ») de 717,5 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, soit une baisse de 13 % en glissement annuel, en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement à imputer résultant de l'intensité accrue des dépenses d'investissement, comme expliqué ci-dessus.
- Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement et flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement de 1.092,6 millions d'euros, 180,0 millions d'euros et 347,7 millions d'euros, respectivement, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022. Flux de trésorerie disponible ajusté⁽⁵⁾ de 409,0 millions d'euros, ce qui est globalement stable par rapport à l'an dernier, conformément à nos perspectives.
- Profil de dette et de liquidité robuste caractérisé par (i) l'absence d'amortissement de la dette avant mars 2028, (ii) une échéance moyenne pondérée de 5,5 ans, (iii) un profil de dette entièrement couvert avec un coût moyen pondéré de la dette (couvertures comprises) de quelque 3,2 %, (iv) un accès total à 555,0 millions d'euros de liquidités inexploitées dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelables et (v) 1.064,4 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 31 décembre 2022.
- Conformément à la mise à jour de notre cadre de rémunération des actionnaires, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires d'avril 2023 un dividende brut par action de 1,0 euro, équivalant à 108,6 millions d'euros au total. Notre dividende plancher reste bien couvert à la fois par notre flux de trésorerie disponible ajusté et par notre ratio de dette nette de 3,4x sur la base de l'Adjusted EBITDAaL.

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022	2021	Variation %
CHIFFRES CLÉS FINANCIERS (en millions €, sauf montants par action)			
Produits	2 665,0	2 595,8	3 %
Résultat opérationnel	575,5	599,2	(4)%
Bénéfice net de la période	997,0	393,6	153 %
Marge bénéfice net	37,4 %	15,2 %	
Bénéfice ordinaire par action en €	9,19	3,60	155 %
Bénéfice dilué par action en €	9,19	3,60	155 %
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	1 373,8	1 367,5	— %
Marge Adjusted EBITDA	51,5 %	52,7 %	
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	1 246,1	1 250,4	— %
Marge Adjusted EBITDAaL	46,8 %	48,2 %	
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football, des licences pour le spectre mobile et certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location) ⁽³⁾	656,3	542,8	21 %
Dépenses d'investissement à imputer en tant que % des produits (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football, des licences pour le spectre mobile et certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location)	24,6 %	20,9 %	
Adjusted EBITDA minus ajouts aux immobilisations corporelles ⁽⁴⁾	717,5	824,7	(13)%
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	1 092,6	1 029,6	6 %
Flux net de trésorerie générés par (utilisés pour) les activités d'investissement	180,0	(497,6)	N.M.
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(347,7)	(474,5)	(27)%
Flux de trésorerie disponible ajusté ⁽⁵⁾	409,0	404,9	1 %
CHIFFRES CLÉS OPÉRATIONNELS (SERVICES TOTAUX)			
Télévision câblée ⁽⁶⁾	1 694 700	1 762 000	(4)%
Internet haut débit ⁽⁷⁾	1 730 700	1 725 700	— %
Téléphonie fixe ⁽⁸⁾	1 012 400	1 100 200	(8)%
Téléphonie mobile ⁽⁹⁾	2 940 300	2 950 200	— %
Clients FMC	823 500	749 700	10 %
Services par relation client ⁽¹⁰⁾	2,21	2,26	(2)%
ARPU par relation client (€ / mois) ^{(10) (11)}	59,4	59,1	1 %
N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)			

John Porter, Chief Executive Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

« Je suis très satisfait de nos réalisations de l'an dernier, car nous avons une fois encore réussi à atteindre tous nos objectifs financiers malgré des turbulences inflationnistes, principalement concernant nos dépenses énergétiques et nos frais de personnel. Nos opérations se sont avérées résilientes malgré un environnement extrêmement concurrentiel. La priorité constante accordée à notre stratégie de convergence fixe/mobile s'est maintenue sans relâche, avec l'acquisition de près de 74.000 clients FMC nets en 2022 (dont 19.000 au quatrième trimestre), pour atteindre une base de plus de 823.000 clients. En conséquence, notre base d'abonnés mobiles en postpayé a également progressé avec un peu plus de 45.000 acquisitions organiques nettes d'abonnés en 2022, pour atteindre près de 2,7 millions. Nous avons également élargi notre base de clients haut débit grâce au succès de nos offres FMC et à la position dominante de notre réseau, qui offre des vitesses de téléchargement de données de 1 Gbps sur l'ensemble de notre zone de couverture. Dans les segments de la télévision câblée et de la téléphonie fixe, nous avons continué d'observer une contraction de notre base de RGU, due à l'évolution du comportement des clients et à l'optimisation des produits en raison du contexte macroéconomique.

En 2022, nous avons fondé les bases d'une croissance durable et rentable, comme nous l'avons expliqué en détail lors de notre Capital Markets Day de septembre 2022. Dans le droit fil de notre vision « Partenaires dans la vie. Partenaires pour la vie. », nous avons conclu avec succès la vente de notre activité de tours de télécommunications mobiles à DigitalBridge en juin dernier pour un montant total de 745,0 millions d'euros, ce qui équivaut à un multiple de 25,1x EV/EBITDAaL 2021. En juillet 2022, nous avons annoncé une coopération stratégique avec Fluvius¹, combinant nos deux réseaux de câble ("HFC") en Flandre et dans certaines zones de Bruxelles au sein d'une nouvelle société d'infrastructure (NetCo), entièrement financée et dotée d'une feuille de route claire, pour offrir des vitesses de 10 Gbps à nos clients, grâce à un mélange de technologies DOCSIS et FTTH. En octobre 2022, nous avons augmenté notre participation dans le groupe de médias Caviar de 49 % à 70 %. Cela nous permettra de tirer parti de nos actifs de diffusion en ancrant un contenu local unique et en développant des productions exclusives à l'échelle internationale. Et plus récemment, nous avons augmenté notre participation dans le câblo-opérateur Eltrona, établi au Luxembourg, de 50 % (moins une action) à 100 %. Grâce à cela, nous sommes sur la bonne voie pour transformer Telenet, d'une entreprise de haut débit, médias et divertissement leader dans notre zone de couverture en un fournisseur de premier plan de connectivité, divertissement et services numériques axés sur le client, et pour générer une croissance durable.

Et il y a seulement quelques semaines, nous avons annoncé la signature de deux accords commerciaux « wholesale » avec Orange Belgique, donnant à chaque partie l'accès aux réseaux HFC et FTTH de l'autre partie pour une période de 15 ans, sous réserve de l'achèvement de l'acquisition de VOO par Orange Belgique. Désormais, nous nous sommes clairement ouverts la voie de l'accès au « wholesale » dans le sud de la Belgique, pour compléter notre zone de couverture fixe existante en Flandre, dans certaines parties de Bruxelles et dans la botte du Hainaut en Wallonie, en plus de la couverture de notre réseau mobile national. Cela nous permettra de devenir un acteur national de la FMC et d'offrir un plus grand choix aux clients. Notre stratégie commerciale et de mise sur le marché est très avancée et nous avons des projets ambitieux pour le Sud, avec l'objectif d'une part de marché fixe hors zone de couverture d'environ 10 % à moyen terme, ce qui renforcera le profil de croissance de Telenet. Nous prévoyons un lancement au début de l'année 2024, après certains investissements dans l'informatique et le développement de produits au cours de l'année 2023, comme indiqué dans nos perspectives. Je suis également ravi de l'extension du partenariat avec Orange Belgique dans notre zone de couverture, qui couvre à la fois notre réseau HFC actuel et notre futur réseau FTTH. Nous accueillons Orange Belgique en tant que client « wholesale » sur notre futur réseau FTTH, ce qui augmente encore la pénétration de notre réseau et améliore, comme annoncé récemment, le retour sur investissement et la rentabilité à long terme de nos investissements dans la fibre. Au terme de la coentreprise NetCo avec Fluvius, cet accord sera transféré à NetCo, pour renforcer ainsi les fondamentaux de NetCo et son attractivité vis-à-vis de partenaires stratégiques et/ou financiers potentiels.

¹En attente d'approbation réglementaire par la Commission Européenne, prévue avant l'été de 2023

Enfin, je suis également fier de la reconnaissance externe que nous avons reçue pour nos efforts en matière d'ESG. Le développement durable est depuis longtemps ancré dans notre ADN et nous avons été l'un des premiers à contribuer, entre autres, à la réduction de la fracture numérique sur notre marché. Pour la 12^e année consécutive, nous avons conservé notre place dans les indices Dow Jones Sustainability Europe et World, et avons reconfirmé notre cotation « Platine » dans l'évaluation annuelle d'EcoVadis. Tout récemment, nous avons également été admis dans l'indice Bloomberg Gender Equality, ainsi que dans le nouvel indice BEL ESG d'Euronext en Belgique.

Grâce à la transaction NetCo avec Fluvius, qui attend l'approbation réglementaire de la Commission européenne, prévue avant l'été 2023, et compte tenu de certaines turbulences inflationnistes sur notre base de coûts, l'année 2023 promet une nouvelle fois d'être mouvementée pour nous. Je suis convaincu que nous sommes bien armés pour réussir et j'ai confiance en notre capacité de surmonter les tendances inflationnistes, comme le reflètent nos perspectives pour 2023. Conformément à notre cadre de rémunération des actionnaires, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires d'avril 2023 d'approuver le versement d'un dividende brut de 1,0 euro par action, soit 108,6 millions d'euros au total. Si ce cadre est approuvé par les actionnaires, le dividende sera versé début mai. »

Erik Van den Enden, Chief Financial Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

« Grâce à un excellent résultat au quatrième trimestre, avec un chiffre d'affaires remanié et un Adjusted EBITDA remanié en hausse de près de 2 % (713 millions d'euros) et de 5 % (356 millions d'euros), respectivement, et un flux de trésorerie disponible ajusté de 118 millions d'euros (+14 % en glissement annuel), nous sommes parvenus à réaliser nos prévisions financières pour 2022. Pour la deuxième année consécutive, nous avons pu maintenir la tendance à la hausse de notre chiffre d'affaires. Nos revenus pour l'ensemble de l'année se sont élevés à 2.665 millions d'euros et ont augmenté d'un peu plus de 1 % sur une base remaniée. Environ 74 % de nos produits proviennent d'abonnements mensuels récurrents, tandis qu'environ 60 % de nos produits ont bénéficié de l'ajustement tarifaire de 4,7 % à la mi-juin 2022. La croissance de 3 % et de 6 %, respectivement, de notre chiffre d'affaires dans le domaine du haut débit et de la téléphonie mobile a plus que compensé les baisses de 6 % et de 2 %, respectivement, de notre chiffre d'affaires dans le domaine de la téléphonie fixe et de la télévision câblée.

En 2022, nous avons enregistré un Adjusted EBITDA de 1.374 millions d'euros. Notre Adjusted EBITDA a grimpé de près de 1 % sur une base remaniée, conformément à nos perspectives, y inclus 2,6 millions d'euros de coûts pour préparer le lancement de NetCo. Ainsi, nous avons réussi à absorber entièrement l'impact de la montée de l'inflation sur nos frais de personnel et sur nos frais de sous-traitance et de services professionnels, ainsi qu'une hausse de 70 % de nos dépenses énergétiques suite à la hausse des prix de l'énergie due à la guerre en Ukraine.

Le 1^{er} juin, nous avons conclu la vente de notre activité de tours de téléphonie mobile à DigitalBridge et un contrat de location de 15 ans, comme détaillé à la section Faits marquants sur le plan financier, et nous avons commencé à effectuer des paiements liés à la location des tours de téléphonie à DigitalBridge. À l'issue de cette transaction, nous avons commencé à inclure l'Adjusted EBITDA après location (« Adjusted EBITDAaL ») comme paramètre financier clé à partir du deuxième trimestre 2022, qui comprend les dépenses d'amortissement et les charges d'intérêt sur les locations. Notre Adjusted EBITDAaL a atteint à 1.246,1 millions d'euros en 2022, en progression de 1 % par rapport à 2021 sur une base remaniée. À partir de 2023, nous opérerons le passage à l'Adjusted EBITDAaL comme principal paramètre d'orientation, au lieu de l'Adjusted EBITDA précédemment.

L'Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles, que nous appelions précédemment « flux de trésorerie opérationnel disponible », s'est élevé à 718 millions d'euros en 2022 (quatrième trimestre 2022 : 148 millions d'euros). L'érosion de 13 % en glissement annuel s'explique principalement par le bond des dépenses d'investissement à imputer, représentant environ 25 % du chiffre d'affaires, en raison de l'augmentation de l'intensité des dépenses d'investissement.

Pour l'ensemble de l'année 2022, nous avons généré un flux de trésorerie disponible ajusté de 409 millions d'euros, contre 405 millions d'euros l'année précédente. Ce résultat est conforme à nos prévisions pour l'ensemble de l'année 2022, à savoir la stabilité du flux de trésorerie disponible ajusté.

Je suis convaincu que Telenet est bien positionnée pour résister aux turbulences actuelles du marché. Sur le plan de la dette, nous ne devons faire face à aucun amortissement avant mars 2028 avec (i) une échéance moyenne pondérée de 5,5 ans, (ii) un coût moyen pondéré de la dette (y compris les couvertures) juste inférieur à 3,2 % et (iii) un profil de dette entièrement couvert. Étant donné que nous avons pleinement accès à nos facilités de crédit renouvelables de 555 millions d'euros, nos liquidités totales dépassent désormais 1,6 milliard d'euros, vu la consistance de notre solde de trésorerie d'un peu plus de 1 milliard d'euros à la fin décembre 2022. Et notre ratio de dette nette, calculé sur la base de l'Adjusted EBITDAaL, a atteint 3,4x au terme du quatrième trimestre 2022.

Suite à la récente conclusion des acquisitions de Caviar et d'Eltrona et à la vente de notre activité de tours de téléphonie mobile en juin 2022, nous avons revu nos principaux résultats pour l'exercice 2022, comme signalé au point 3.1. Nos ambitions pour 2023 ont été fixées sur cette base. En 2023, nous surveillerons étroitement notre base de coûts vu l'indexation obligatoire des salaires de 11 % en Belgique à compter de janvier 2023 et de l'impact de la hausse des coûts énergétiques sur nos dépenses globales. Nous avons l'intention d'absorber ces pressions inflationnistes par une efficacité continue provenant des services numériques, un contrôle strict et des augmentations tarifaires ciblées pour compenser les impacts susmentionnés. Avec cela, nous prévoyons une croissance saine du chiffre d'affaires entre 1 et 2 % pour 2023 sur une base remaniée, tout en visant un Adjusted EBITDAaL remanié globalement stable sur cette même période, et donc un sort similaire pour l'Adjusted EBITDA. Pour 2023, et en excluant les effets de la transaction NetCo, nous nous attendons à un ratio dépenses d'investissement/chiffre d'affaires d'environ 26 %, car nous continuons à constater (i) une hausse des dépenses, notamment pour notre déploiement 5G, (ii) des déploiements de fibre autonomes ciblés et des possibilités de partage de tranchées comme en 2022 et (iii) des investissements dans l'informatique et le développement de produits pour préparer le lancement en Wallonie début 2024, suite à l'accord commercial « wholesale » avec Orange Belgique. Cela se traduit par une baisse du flux de trésorerie disponible ajusté par rapport à 2022. Pour l'ensemble de l'année 2023, nous visons un flux de trésorerie disponible ajusté d'environ 250,0 millions d'euros. Grâce à cela, notre dividende plancher de 1,0 euro (brut) par action, soit 108,6 millions d'euros au total, reste bien couvert. »

(a) Sur une base rapportée, la croissance attendue de notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2023 serait comprise entre 7 % et 8 %.

(b) Les rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour nos prévisions d'EBITDAaL ajusté et de flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent pas être fournis sans efforts déraisonnables car nous ne prévoyons pas (i) certaines charges hors trésorerie y compris les dotations aux amortissements et dépréciations, les restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le résultat net, ni (ii) les variations spécifiques du fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les éléments que nous ne prévoyons pas peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

(c) Hors comptabilisation des droits de diffusion du football capitalisés et des licences de spectre mobile et hors impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées à la location sur nos dépenses en immobilisations à payer.

(d) En excluant les paiements sur les licences de spectre mobile acquises dans le cadre de l'enchère de spectre multibande de 2022, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus de 2022 n'aura pas lieu avant le début de 2024.

1 Faits marquants sur le plan opérationnel

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Fin de la présentation des RGU en télévision de base : Notre programme d'abandon de la TV analogique ayant été clôturé avec succès dans toute la zone de couverture à la fin du mois de novembre 2021, nous ne ferons plus de distinction entre les abonnés à la télévision de base et les abonnés à la télévision premium et nous ne communiquerons, à compter du 1er janvier 2022, que le nombre total d'abonnés à la télévision.

1.1 Packs de produits

VUE D'ENSEMBLE ET PACKS

Au 31 décembre 2022, nous servions 2.008.800 relations clients uniques, ce qui représentait autour de 58 % des 3.436.700 résidences desservies par notre principal réseau HFC (hybride fibre-coaxial) dans notre zone de couverture en Flandre et à Bruxelles. Notre réseau câblé est constitué d'un axe de fibre optique dense avec des boucles locales de connexion coaxiales et un spectre allant jusqu'à 1,2 GHz. Tant avec la technologie EuroDocsis 3.0 que 3.1, nous offrons des vitesses de téléchargement de données allant jusqu'à 1 gigabit par seconde (« Gbps ») dans toute notre zone de couverture.

En juillet 2022, nous avons annoncé la conclusion d'un accord contraignant avec Fluvius, qui constitue une nouvelle étape commune dans la réalisation du réseau de données du futur (nom de travail « NetCo »). En novembre 2022, il devenait clair que la transaction NetCo devait être notifiée à la Commission européenne. Par conséquent, nous nous attendons à ce que le lancement effectif de NetCo soit reporté à l'été 2023. L'ambition de NetCo est de fournir à terme des vitesses de 10 Gbps sur l'ensemble de la zone de couverture. Il existe à cet égard une feuille de route claire qui prévoit un mélange de technologies HFC (DOCSIS) et de fibres optiques. NetCo prévoit d'investir jusqu'à 2,0 milliards d'euros pour construire le premier réseau fixe avec Fluvius, avec pour objectif d'englober 78 % de notre zone de couverture en fibre optique d'ici 2038 et de connecter environ 70 % des maisons en 2029. Nous rechercherons activement des possibilités de rationaliser davantage le réseau et d'optimiser les dépenses d'investissement. Notre projet NetCo est entièrement financé et sera indépendant de tout financement externe. NetCo est bien placé pour attirer des investisseurs stratégiques et/ou financiers supplémentaires, vu sa pénétration du marché de près de 60 % et son profil financier attrayant.

Au 31 décembre 2022, nous fournissions 4.437.800 services fixes (« RGU ») comprenant 1.694.700 abonnements à la télévision, 1.730.700 abonnements à l'internet haut débit et 1.012.400 abonnements à la téléphonie fixe. Au 31 décembre 2022, nous desservions également 2.940.300 abonnés mobiles. Le nombre de services fixes par relation client a de nouveau diminué modérément, passant de 2,26 au quatrième trimestre 2021 à 2,21 au quatrième trimestre 2022, en raison d'une contraction continue de notre base de RGU en télévision de base et téléphonie fixe. Cependant, nous avons réussi à accroître notre base de clients FMC, qui représente la somme de nos offres groupées « WIGO », « KLIK » et « ONE », ainsi que « ONE UP ». Notre base de clients FMC a atteint 823.500 abonnés au 31 décembre 2022, soit une hausse de près de 10 % en glissement annuel. Au quatrième trimestre 2022, nous avons acquis 19.000 nouveaux abonnés FMC nets (exercice 2022 : 73.800) grâce au succès de nos campagnes de fin d'année.

REVENU MOYEN (ARPU) PAR RELATION CLIENT

L'ARPU par relation client, qui ne prend pas en compte les revenus de la téléphonie mobile et certains autres types de revenus, est l'une de nos principales données statistiques opérationnelles dans la mesure où nous visons à gagner une plus grande part des dépenses en télécommunications et en divertissement de nos clients. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, l'ARPU mensuel fixe par relation client a atteint 59,4 euros, ce qui est globalement stable par rapport à l'année précédente. Bien que l'ARPU par relation client ait été stimulé par l'impact favorable des ajustements tarifaires d'août 2021 et de la mi-juin 2022, la croissance a été presque entièrement compensée par le déclin continu des RGU en télévision de base et en téléphonie fixe, ainsi que par une réaffectation plus importante des revenus des forfaits FMC « ONE » de la téléphonie fixe à la téléphonie mobile.

Au quatrième trimestre 2022, nous avons dégagé un ARPU mensuel fixe par relation client de 60,3 euros, soit une hausse de près de 2 % par rapport à la même période de l'année dernière, grâce à l'ajustement tarifaire susmentionné qui a contribué à plus que compenser les désagréments indiqués précédemment.

1.2 Internet haut débit

Notre base d'abonnés à l'internet haut débit a atteint 1.730.700 abonnés au 31 décembre 2022, soit une légère embellie par rapport au 31 décembre 2021. Nous avons acquis 1.700 nouveaux abonnés nets pour l'internet haut débit au quatrième trimestre 2022, ce qui se traduit par 5.000 ajouts nets d'abonnés pour l'ensemble de l'année. Aux troisième et quatrième trimestres 2022, nos ajouts nets d'abonnés à l'internet haut débit ont subi l'impact négatif du retrait de 2.000 abonnés inactifs de TADAAM, qui est notre marque de substitution fixe-mobile, combinant une connectivité sans fil complète et des services de télévision. Ainsi, l'engouement commercial suscité par nos campagnes groupées de fin d'année, qui ont été couronnées de succès, a été partiellement contrecarré. Le taux de résiliation annualisé de notre service d'internet haut débit au quatrième trimestre 2022 a augmenté de 60 points de base par rapport à l'année dernière, à 8,2 %. Cela reflète l'intensité de la concurrence et l'impact de l'ajustement tarifaire de juin 2022, tout en restant en même temps extrêmement faible.

Nous maintenons notre position de leader et de précurseur sur le marché, grâce à la disponibilité de services haut débit gigaspeed de 1 Gbps sur l'ensemble de notre zone de couverture. La vitesse moyenne pondérée de téléchargement de données dans l'ensemble de notre base d'abonnés haut débit a encore augmenté, atteignant 246 Mbps au 31 décembre 2022, soit une hausse de 3 % par rapport aux 238 Mbps du quatrième trimestre de l'année dernière. En outre, 39 % de notre base totale d'abonnés haut débit bénéficient de vitesses de téléchargement d'au moins 300 Mbps ou plus à la fin du quatrième trimestre 2022.

1.3 Téléphonie fixe

Au 31 décembre 2022, nous servions 1.012.400 abonnés à la téléphonie fixe, soit une érosion de 8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse est similaire à la tendance que nous observons sur le marché global de la téléphonie fixe, les clients se reposant de plus en plus sur leur abonnement mobile et/ou utilisant des solutions alternatives over-the-top. Par rapport au 30 septembre 2022, notre base d'abonnés à la téléphonie fixe s'est contractée de 21.500 RGU au quatrième trimestre (exercice 2022 : -87.800). Le taux de résiliation annualisé de notre service de téléphonie fixe a atteint 10,3 % au quatrième trimestre 2022, soit une baisse modeste de 10 points de base en glissement annuel.

1.4 Téléphonie mobile

Notre base d'abonnés en téléphonie mobile, qui ne tient pas compte des abonnés dans le cadre de nos partenariats commerciaux « wholesale », atteignait 2.940.300 abonnés à la fin du quatrième trimestre 2022, dont 2.669.300 abonnés en postpayé. La grande majorité de nos abonnés mobiles (environ 91 %) sont abonnés à l'une de nos propositions mobiles ou convergentes fixes-mobiles (« FMC ») attrayantes. Les 271.000 abonnés mobiles restants sont des abonnés en prépayé sous la marque BASE.

Nous avons ajouté 10.500 nouveaux abonnés mobiles nets en postpayé au quatrième trimestre 2022 (exercice 2022 : 45.300 sur une base organique), marquant un ralentissement par rapport au trimestre précédent qui a été caractérisé par le succès des promotions de rentrée scolaire de BASE, tout en restant en ligne avec notre taux d'exécution trimestriel moyen en 2022. Notre base d'abonnés en prépayé a continué de se réduire, les consommateurs optant de plus en plus pour des plans tarifaires mobiles en postpayé, et s'est contractée de 11.200 SIM au quatrième trimestre 2022 (exercice 2022 : -49 400).

1.5 Télévision

Notre clientèle en télévision atteignait 1.694.700 RGU au 31 décembre 2022. Les abonnés à notre service de télévision premium bénéficient d'un accès illimité à un large éventail de chaînes de sport, de séries et de télévision numériques, HD et payantes, à une vaste bibliothèque complémentaire et payante de contenu de télévision à la demande (« VOD ») national et international et à notre plateforme vidéo de type over-the-top (« OTT »). Au cours du quatrième trimestre 2022, nous avons perdu 18.500 abonnés en télévision (exercice 2022 : -67.300) en raison (i) d'une plus faible proportion d'abonnés à la télévision analogique restants à cause de l'évolution démographique, (ii) de l'optimisation des produits au sein de la base de clients à packs multiples liée à l'environnement macro-économique actuel et (iii) du nettoyage précité des clients inactifs de Tadaam qui a également un impact sur la base d'abonnés à la télévision. Le taux de résiliation annualisé en télévision a atteint 9,8 % au quatrième trimestre 2022, soit une augmentation de 90 points de base par rapport au trimestre précédent.

À la mi-septembre 2020, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une part de 50 %. C'est pourquoi ni les résultats opérationnels ni les résultats financiers de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Cependant, comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz+ » directement aux clients par le biais de notre plateforme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. Nous sommes convaincus que notre plateforme OTT conjointe bénéficie d'une position unique, en combinant les meilleures séries produites localement par tous les diffuseurs locaux, complétées par le contenu international incontournable de HBO, en plus d'une zone étendue de contenu pour enfants, de films et de documentaires.

Nous conservons également une position de leader sur le marché dans le segment des sports. « Play Sports » continue de diffuser les compétitions de football nationales et internationales, comme la Premier League anglaise en exclusivité, et via les chaînes Eleven Sports : la Jupiler Pro League belge, la Liga, la Serie A et la Bundesliga 1. D'autres sports, comme le cyclo-cross, le basket-ball, le hockey, le tennis, le golf et les sports moteurs, sont aussi inclus dans notre offre sportive étendue. En outre, notre chaîne « Play Sports Open » propose une sélection d'événements sportifs, ainsi que des programmes et des documentaires exclusifs et acquis, à nos abonnés en télévision de base.

En outre, dans le but d'offrir à nos clients tous les divertissements premium pertinents, nous avons intégré d'autres grands services de VOD par abonnement (dont, Netflix et Amazon Prime) pour nos clients, via l'environnement décodeur de nos clients et nous entendons encore étoffer cette offre de services VOD à l'avenir. Ceci nous positionne comme un acteur clé dans le segment du divertissement premium dans notre zone de couverture. Notre base totale d'abonnés au divertissement premium, y compris « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports », représentait environ 35 % de notre base totale d'abonnés à la télévision premium¹ à la fin du quatrième trimestre 2022. Cela représente un recul modeste de 1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente en raison de l'optimisation des produits, compte tenu du contexte économique actuel.

¹ Y compris 356.800 abonnements directs à nos offres de divertissement premium « Streamz », « Streamz+ » et « Play More » et 217.900 clients « Play Sports » au 31 décembre 2022.

2 Faits marquants sur le plan financier

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Informations sur une base remaniée pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2021: Le 1er juin 2022, nous avons conclu avec succès la vente de notre activité d'infrastructure de tours mobile (« TowerCo ») à DigitalBridge Investments, LLC, une filiale de DigitalBridge Group, Inc. (« DigitalBridge »). Par ailleurs, le 1er octobre 2022, nous avons finalisé l'acquisition d'une participation supplémentaire de 21 % dans le groupe de médias Caviar ; cette acquisition porte notre participation totale à 70% et nous consolidons les résultats financiers de Caviar depuis le 1er octobre 2022. Aux fins du calcul des chiffres de croissance sur une base remaniée, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour exclure/inclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de TowerCo et de Caviar dans la mesure où les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont reflétés dans nos résultats actuels. Nous nous référons à 6.3 Définitions pour plus d'informations.

Inclusion de l'Adjusted EBITDA après location (« Adjusted EBITDAaL ») : à la suite de la vente susmentionnée de notre activité d'infrastructure de tours de téléphonie mobile le 1er juin 2022, nous incluons désormais l'Adjusted EBITDA après location en tant que mesure financière de base, en plus de l'Adjusted EBITDA. L'Adjusted EBITDAaL est défini comme étant l'Adjusted EBITDA qui inclut l'amortissement et les charges d'intérêts liés aux locations, comme mentionné dans la section 6.3 Définitions. Dans le sillage de la cession de l'activité des tours, Telenet a conclu avec DigitalBridge un contrat-cadre de location (Master Lease Agreement ou « MLA ») de 15 ans, avec deux périodes de reconduction de 10 ans chacune. En conséquence, Telenet effectuera des paiements substantiels à DigitalBridge pour l'utilisation de l'ancienne infrastructure de tours de téléphonie mobile de Telenet. Nous pensons donc que l'Adjusted EBITDAaL est une mesure financière utile pour (i) démontrer les performances sous-jacentes de la société, après inclusion de toutes les dépenses liées aux contrats de location nécessaires pour gérer notre entreprise et (ii) permettre une comparabilité entre les performances de Telenet et les performances d'autres sociétés du même secteur ou de secteurs similaires, bien que la mesure de Telenet puisse ne pas être directement comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises publiques

Flux de trésorerie disponible opérationnel renommé Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles: À compter de la publication de nos résultats du troisième trimestre 2021, nous avons cessé d'utiliser le terme 'Flux de trésorerie disponible opérationnel' et utilisons désormais le terme 'Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles'. Selon notre définition, l'Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles a la même signification que celle qu'avait précédemment le Flux de trésorerie disponible opérationnel et ce changement n'a donc pas d'impact sur les montants publiés précédemment.

Définition révisée du flux de trésorerie disponible ajusté: À compter du 4e trimestre 2021, nous avons modifié la façon dont nous calculons les Flux de trésorerie disponibles ajustés par déduire (i) les paiements en espèces pour les coûts directs d'acquisition et de cession et (ii) les paiements en principal sur les contrats de location liés au réseau ajoutés avant acquisition provenant des Flux de trésorerie disponibles ajustés. Avant que ce changement soit appliqué, notre Flux de trésorerie disponible ajusté excluait ces deux paiements, conformément à nos prévisions historiques. Nous avons présenté notre Flux de trésorerie disponible ajusté pour les périodes comparables en 2021 sur cette base comme indiqué plus en détail au point 5.2 État des flux de trésorerie consolidé et abrégé (IFRS UE). Nous nous référons à la section 6.3 Définitions pour plus de détails en ce qui concerne les Flux de trésorerie disponibles ajustés communiqués.

2.1 Produits

Nous avons généré un chiffre d'affaires de 2.665,0 millions d'euros pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2022, soit une hausse de près de 3 % par rapport aux 2.595,8 millions d'euros de chiffre d'affaires générés en 2021. Comme mentionné ci-dessus dans la section « Faits marquants sur le plan financier », nous avons vendu notre activité d'infrastructure de tour de téléphonie mobile à DigitalBridge le 1er juin 2022. Cette transaction n'a pas eu d'impact significatif sur notre profil de produits, à l'exception de la perte des produits de location externes obtenus auprès d'autres opérateurs mobiles. À partir d'octobre 2022, nos comptes financiers consolidés comprennent également la contribution du groupe de médias Caviar dans lequel nous détenons une participation de 70 % et qui est comptabilisée dans les autres produits. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 et le trimestre clôturé le 31 décembre 2022, Caviar a contribué à nos produits à hauteur de 34,4 millions d'euros.

En excluant l'impact de ces deux transactions, nos produits remaniés ont enregistré une augmentation modeste de plus de 1 %, atteignant l'objectif de l'exercice 2022 d'environ 1 % que nous avons fixé en février de l'année dernière. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, le total de nos produits d'abonnement, qui représente la somme de nos produits d'abonnement au câble et au mobile, a progressé de 1 % par rapport à 2021 sur une base rapportée et remaniée. Environ 74 % de nos produits pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont été générés par des abonnements mensuels récurrents, tandis qu'environ 60 % de nos revenus ont bénéficié de l'ajustement tarifaire de 4,7 % à la mi-juin 2022. La croissance de 3 % et 6 %, respectivement, de nos produits de téléphonie mobile et d'internet haut débit, a plus que compensé les baisses de 6 % et 2 %, respectivement, de nos produits de téléphonie fixe et de télévision.

L'amélioration de la tendance à la croissance de notre chiffre d'affaires, qui a débuté au troisième trimestre sous l'effet de l'ajustement tarifaire entré en vigueur à la mi-juin 2022, s'est poursuivie au quatrième trimestre 2022. Au quatrième trimestre 2022, nos opérations ont rapporté des produits de 712,9 millions d'euros, contre 666,9 millions d'euros pour la même période de l'année dernière. Cela représente un accroissement de 7 % en glissement annuel en raison de l'acquisition précitée de Caviar. Si l'on fait abstraction de cet impact, la croissance de nos produits s'est élevée à près de 2 %, reflétant les mêmes facteurs de croissance que ceux mentionnés ci-dessus.

TÉLÉVISION CÂBLÉE

Nos produits en télévision câblée représentent la somme (i) des montants payés mensuellement par nos abonnés pour les chaînes de base qu'ils reçoivent, (ii) des montants récurrents pour la location des décodeurs, (iii) des coûts des offres de contenu premium en supplément, y compris nos forfaits VOD par abonnement « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports », ainsi que (iv) des services transactionnels et de retransmission à la demande. Nos produits en télévision câblée pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 se sont élevés à 535,4 millions d'euros, soit un tassement de 2 % par rapport à l'exercice précédent, tant sur une base déclarée que sur remaniée, reflétant (a) un nombre moyen de RGU en télévision inférieur et (b) la poursuite du transfert de l'attribution des produits des nouveaux packs FMC « ONE » du fixe vers le mobile. Ces facteurs combinés ont plus que contrebalancé le bénéfice de la révision tarifaire d'août 2021 et de la mi-juin 2022.

Nos produits en télévision câblée pour le quatrième trimestre 2022 ont diminué de 1 % à 134,2 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre de l'année dernière, tant sur une base déclarée que remaniée, en raison de la baisse de notre base de RGU en télévision câblée, comme indiqué à la section 1.5 Télévision câblée, qui n'a été que partiellement compensée par l'ajustement tarifaire de la mi-juin 2022.

INTERNET HAUT DÉBIT

Les produits générés par nos RGU en internet haut débit résidentielles et petites entreprises ont totalisé 702,8 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, soit un gain de 3 % par rapport à l'année dernière, tant sur une base déclarée que remaniée. Cette solide performance en glissement annuel reflète (i) le bénéfice des ajustements tarifaires d'août 2021 et de la mi-juin 2022 et (ii) la poursuite de l'engouement pour nos propositions internet haut débit, qui a été partiellement contrebalancé par le changement susmentionné dans l'allocation des produits provenant de nos forfaits FMC.

Nos produits en internet haut débit au quatrième trimestre 2022 ont progressé de 5 % par rapport à la même période de l'an dernier pour atteindre 180,0 millions d'euros sur une base déclarée et remaniée, principalement grâce à l'ajustement tarifaire de la mi-juin 2022 et à la réussite des campagnes promotionnelles de fin d'année.

TÉLÉPHONIE FIXE

Nos produits en téléphonie fixe comprennent les revenus d'abonnements récurrents de nos abonnés à la téléphonie fixe et les revenus variables liés à l'utilisation, à l'exception des revenus d'interconnexion générés par ces clients, qui sont comptabilisés sous les autres produits. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nos produits en téléphonie fixe ont reculé de 6 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 201,6 millions d'euros, tant sur une base déclarée que remaniée. Cela reflète principalement la baisse des RGU moyennes sur la période, comme expliqué en détail sous 1.3 Téléphonie fixe, et le changement susmentionné dans l'allocation des revenus provenant des nouveaux forfaits FMC « ONE », qui ont plus que compensé l'impact favorable des révisions tarifaires d'août 2021 et de la mi-juin 2022.

Nos produits en téléphonie fixe au quatrième trimestre 2022 ont reculé de 8 % en glissement annuel pour atteindre 49,0 millions d'euros, tant sur une base déclarée que remaniée, en raison des mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus et qui ont plus que compensé le bénéfice de l'ajustement tarifaire de la mi-juin 2022.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Nos produits en téléphonie mobile comprennent les revenus liés aux abonnements générés par nos abonnés directs à la téléphonie mobile et les revenus hors forfaits, à l'exception (i) des revenus d'interconnexion générés par ces clients, (ii) des revenus issus des ventes d'appareils et (iii) des revenus comptabilisés sous nos programmes « Choisissez votre appareil », qui sont tous repris sous les autres produits. À partir du deuxième trimestre 2021, nos produits en téléphonie mobile incluent également les revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE. Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2022, nous avons généré des produits de téléphonie mobile de 519,6 millions d'euros, soit représentant une augmentation de 6 % d'une année sur l'autre sur une base déclarée et remaniée. Cette augmentation est principalement attribuable à l'impact des ajustements tarifaires d'août 2021 et de la mi-juin 2022, ainsi qu'à la croissance continue de la base d'abonnés mobiles en postpayé. En outre, nos produits en téléphonie mobile ont bénéficié de la réaffectation susmentionnée des recettes provenant de notre dernière gamme de produits FMC.

Nos produits en téléphonie mobile au quatrième trimestre 2022 ont grimpé de 4 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 131,9 millions d'euros, tant sur une base déclarée que remaniée, en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus.

SERVICES AUX ENTREPRISES

Les produits attribués aux services aux entreprises comprennent (i) les revenus générés sur les produits non coaxiaux, y compris la fibre et les lignes DSL louées, (ii) nos activités d'opérateur et (iii) des services à valeur ajoutée, tels que l'hébergement de réseau et les services gérés de protection des données. Les revenus générés par nos clients professionnels sur l'ensemble des produits liés au câble, comme notre pack de référence « KLIK », sont attribués aux revenus d'abonnement au câble et ne sont pas repris dans Telenet Business, notre division de services aux entreprises. À partir du deuxième trimestre 2021, les produits des services aux entreprises ne comprennent plus les revenus liés aux abonnements, à l'utilisation et à l'interconnexion générés par nos clients PME et GE, comme indiqué précédemment, ces revenus étant désormais comptabilisés respectivement dans les produits de téléphonie mobile et les autres produits, respectivement. Nous apportons des changements d'une année sur l'autre afin de permettre à la fois aux investisseurs et aux analystes d'évaluer notre performance financière sur une base comparable et nous avons représenté nos produits depuis le début de l'année 2021 en conséquence. Telenet Business a généré des produits de 179,7 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, soit une perte de 1 % en glissement annuel, tant sur une base déclarée que remaniée, en raison de la baisse des produits des services de téléphonie fixe et d'intégration TIC.

Les produits de nos services aux entreprises au quatrième trimestre 2022 ont progressé de 3 % à la fois sur une base déclarée et remaniée, respectivement, pour aboutir à 46,6 millions d'euros, grâce à la hausse des revenus liés aux TIC.

AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent principalement (i) les revenus d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, ce qui inclut les clients PME et GE, comme indiqué ci-avant, (ii) les recettes publicitaires et revenus de production de nos filiales média, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus « wholesale » générés par nos activités « wholesale » à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation, ainsi que (vi) le produit des ventes de décodeurs. Depuis octobre 2022, nos autres produits comprennent également la contribution de l'entreprise de médias acquise, Caviar, dans laquelle nous détenons une participation de 70 %.

Nos autres produits pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont atteint 525,9 millions d'euros, un gain de 10 % par rapport à l'année dernière reflétant la consolidation susmentionnée de Caviar dans nos autres produits. Sur une base remaniée, nos autres produits pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont augmenté de près de 3 % grâce à (i) l'augmentation des revenus « wholesale » provenant de nos activités « wholesale » réglementées et commerciales, (ii) l'amélioration des ventes de combinés, (iii) l'accroissement des recettes publicitaires et revenus de production et (iv) des produits d'itinérance plus élevés. Ces facteurs ont plus que compensé la baisse continue de nos revenus d'interconnexion, reflétant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le comportement des clients et l'utilisation accrue connexe des applications OTT.

Nos autres produits au cours du quatrième trimestre 2022 ont atteint 171,2 millions d'euros, soit un bond de 28 % en glissement annuel, reflétant l'acquisition de Caviar susmentionnée. En excluant cet impact inorganique, nos autres produits remaniés ont grimpé de 1 % au quatrième trimestre 2022 par rapport à la même période de l'an dernier, grâce (i) à l'augmentation des revenus « wholesale » provenant de nos activités « wholesale » réglementées et commerciales et (ii) à l'amélioration des ventes de combinés, ce qui a plus que compensé les baisses des revenus d'interconnexion et des recettes publicitaires et de production.

2.2 Charges

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons engagé des dépenses totales de 2.089,5 millions d'euros, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière, comprenant (i) l'impact inorganique de l'acquisition de Caviar à partir d'octobre 2022 et (ii) 2,6 millions d'euros de coûts préparatoires pour préparer la mise en service de NetCo, une fois l'approbation réglementaire obtenue. Les dépenses totales ont représenté environ 78 % des revenus au cours de l'exercice 2022 (exercice 2021 : environ 77 %). Le coût des services fournis en tant que pourcentage des produits a représenté environ 51 % pour l'exercice 2022 (exercice 2021 : environ 49 %), tandis que les frais de vente, généraux et administratifs ont représenté environ 28 % de nos revenus totaux pour l'exercice 2022 (exercice 2021 : environ 28 %).

Nos charges d'exploitation, qui comprennent (i) les frais d'exploitation du réseau, (ii) les coûts directs, (iii) les frais de personnel, (iv) les frais de vente et de marketing, (v) les frais de sous-traitance et de services professionnels et (vi) les autres coûts indirects, ont augmenté de 5 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 par rapport à 2021, y compris l'effet d'acquisition. En excluant cet effet inorganique, nos charges d'exploitation remaniées ont augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente, fruit de l'impact à la fois de la hausse des coûts énergétiques et de l'inflation globale sur certaines de nos lignes de coûts.

Au quatrième trimestre 2022, nos dépenses totales ont atteint 605,0 millions d'euros, soit une hausse de près de 13 % par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de l'acquisition de Caviar en octobre 2022. Cela a également entraîné une croissance de 9 % en glissement annuel de nos charges d'exploitation à 357,0 millions d'euros. Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation ont légèrement diminué de 1 %, grâce à la baisse des autres coûts indirects et à une stricte maîtrise globale des coûts.

DÉPENSES D'EXPLOITATION DU RÉSEAU

Les dépenses d'exploitation du réseau pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 se sont élevées à 205,5 millions d'euros, ce qui constitue un résultat stable par rapport à 2021 sur une base déclarée et une augmentation de 4 % en glissement annuel sur une base remaniée. Nos coûts énergétiques totaux ont grimpé de 21,1 millions d'euros en 2022 pour atteindre 51,4 millions d'euros en raison de la hausse globale des prix de l'énergie suite à la guerre en Ukraine. Près de 90 % de notre consommation d'énergie prévue pour 2023 est désormais déjà couverte par des accords à prix fixe, car nous avons profité des turbulences du marché au quatrième trimestre pour augmenter la proportion couverte, qui était d'environ 45 % fin septembre, comme nous l'avons communiqué lors de notre Capital Markets Day.

Les dépenses d'exploitation du réseau au quatrième trimestre 2022 ont reculé de 6 % à 44,5 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre de l'année dernière sur une base déclarée, mais ont augmenté de 1 % sur une base remaniée en raison de la montée des dépenses énergétiques.

COÛTS DIRECTS (PROGRAMMATION ET DROITS D'AUTEUR, INTERCONNEXION ET AUTRES)

Nos coûts directs comprennent toutes les dépenses directes, notamment les coûts liés (i) à la programmation et aux droits d'auteur, y compris les coûts liés à l'achat de contenus pour nos packs « Streamz », « Streamz+ » et « Play More », ainsi que les frais liés aux droits de diffusion du football belge, (ii) à l'interconnexion et (iii) aux ventes de combinés et aux subsides. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nos coûts directs ont atteint 545,4 millions d'euros, une hausse de 4 % par rapport à l'exercice 2021 reflétant l'impact susmentionné de l'acquisition de Caviar. Cet impact mis à part, nos coûts directs ont chuté de 2 % par rapport à l'exercice précédent sur une base remaniée, la hausse des coûts liés aux combinés et aux CPE et des coûts d'itinérance ayant été plus que compensée par la diminution des coûts d'interconnexion.

Les coûts directs au quatrième trimestre 2022 se sont montés à 165,3 millions d'euros, en hausse de 17 % par rapport à l'année précédente, en raison de l'impact de l'acquisition de Caviar. Sur une base remaniée, nos coûts directs se sont contractés de 3 %, reflétant les mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus.

FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 se sont élevés à 293,4 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 6 % en glissement annuel, tant sur une base déclarée que remaniée. Cela reflète (i) l'effet de l'indexation obligatoire des salaires de 3,6 % à partir du début 2022 et (ii) un effectif moyen plus élevé. Pour 2023, nous nous attendons à ce que nos frais de personnel soient sensiblement affectés par l'indexation obligatoire des salaires de 11 % à partir de janvier 2023, comme nous l'avons intégré dans nos perspectives pour l'année complète.

Au quatrième trimestre 2022, nos frais de personnel ont bondi de 5 % à 76,6 millions d'euros par rapport à 2021 en raison de l'impact de l'acquisition de Caviar et ont augmenté de moins de 2 % par rapport à l'année précédente sur une base remaniée, en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus.

DÉPENSES DE VENTE ET DE MARKETING

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nos dépenses de vente et de marketing se sont élevées à 88,7 millions d'euros, soit une légère hausse de 1 % par rapport à l'année dernière, en raison des variations de calendrier de certaines de nos campagnes et de la rigueur de notre gestion des coûts. Sur une base remaniée, nos dépenses de vente et de marketing sont restées globalement stables d'une année sur l'autre.

Au quatrième trimestre 2022, les frais de vente et de marketing ont atteint 28,8 millions d'euros, soit une augmentation de 2 % en données brutes par rapport au quatrième trimestre de l'année dernière, mais une stabilité en données remaniées.

SOUS-TRAITANCE ET SERVICES PROFESSIONNELS

Les coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels se sont chiffrés à 41,4 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, reflétant une augmentation en glissement annuel de 30 % et 29 %, respectivement, sur une base déclarée et remaniée. L'aggravation des dépenses de sous-traitance et de services professionnels illustre, entre autres, (i) les coûts préparatoires pour préparer la mise en service de NetCo, (ii) les coûts de transformation numérique et (iii) les impacts de l'inflation. En 2022, nous avons

dépensé 2,6 millions d'euros pour le lancement de NetCo (quatrième trimestre 2022 : 1,3 million d'euros), qui est en attente de l'approbation réglementaire de la CE.

Au quatrième trimestre 2022, les coûts de sous-traitance et de services professionnels se sont élevés à 12,2 millions d'euros, en hausse respectivement de 49 % et 45 % sur une base déclarée et remaniée, pour les mêmes raisons que celles décrites ci-dessus.

AUTRES COÛTS INDIRECTS

Les autres coûts indirects, qui comprennent, entre autres, (i) les dépenses informatiques, (ii) les coûts des centres d'appels externalisés et (iii) les dépenses liées aux installations, ont atteint 116,8 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, soit une augmentation de 13 % en glissement annuel. Sur une base remaniée, nos autres coûts indirects sont demeurés globalement stables par rapport à la même période de l'année dernière, conséquence de nos efforts constants de contrôle strict des coûts.

Au quatrième trimestre 2022, les autres coûts indirects ont atteint 29,6 millions d'euros, à savoir une augmentation de 5 % et une diminution de 14 % respectivement, sur une base déclarée et remaniée, par rapport à la même période de l'année précédente.

AMORTISSEMENTS ET RESTRUCTURATION, Y COMPRIS LA DÉPRÉCIATION D'ACTIFS AVEC UNE DURÉE DE VIE LONGUE ET LE GAIN SUR LA CESSIION D'ACTIFS

Les amortissements, y compris la dépréciation des actifs à long terme, le gain sur la cession d'actifs et les charges de restructuration, ont atteint 772,9 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : 241,0 millions d'euros), y inclus une dépréciation de certain actifs média pour 33,7 millions d'euros.

2.3 Résultat net

PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Les produits financiers nets pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont totalisé 246,5 millions d'euros, contre des charges financières nettes de 79,4 millions d'euros en 2021. Les produits financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont augmenté de 124 % en glissement annuel, passant de 308,4 millions d'euros à 690,7 millions d'euros, et comprennent un gain hors trésorerie de 687,1 millions d'euros sur nos produits dérivés, contre 306,7 millions d'euros l'année précédente. Les charges financières pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont bondi de 15 %, passant de 387,8 millions d'euros en 2021 à 444,2 millions d'euros, y inclus une hausse de 78,6 millions d'euros des charges d'intérêts sur les passifs financiers, partiellement compensée de la perte nette de change hors trésorerie de 22,3 millions d'euros. Comme indiqué au point 2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette, la quasi-totalité de notre dette libellée en USD et à taux variable a été couverte jusqu'aux dates d'échéance respectives, ce qui a atténué l'impact des fluctuations de change et de taux d'intérêt sur nos flux de trésorerie.

Les charges financières nettes au quatrième trimestre 2022 ont atteint 29,0 millions d'euros, contre 13,2 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. Les charges financières nettes du trimestre comprennent des produits financiers de 293,3 millions d'euros, stimulés par un gain de change net hors trésorerie de 290,1 millions d'euros, et des charges financières de 322,3 millions d'euros, qui incluent une perte nette hors trésorerie de 236,7 millions d'euros sur les instruments financiers dérivés ainsi qu'une charge d'intérêts sur dettes financières de 85,6 millions d'euros.

RÉDUCTION DE VALEUR D'INVESTISSEMENTS DANS ET/OU DES EMPRUNTS AUX ENTITÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Dans le quatrième trimestre de 2022, nous avons comptabilisé une réduction de valeur de 63,4 millions d'euros sur les investissements que nous détenons dans notre coentreprise à 50/50, Streamz et le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona en raison des impacts négatifs des facteurs économiques et concurrentiels sur nos hypothèses prospectives.

GAIN SUR LES CHANGEMENTS DE PROPRIÉTÉ DES ENTITÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Suite à l'acquisition par étapes de Caviar au quatrième trimestre 2022, nous avons réévalué à la juste valeur la participation de 49 % que nous détenons auparavant dans Caviar. Cette évaluation à la juste valeur a donné lieu à la comptabilisation d'un gain de 15,7 millions d'euros.

RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE LA PARTICIPATION PRÉEXISTANTE DANS UNE ENTREPRISE ACQUISE

Le 1er juin 2022, nous avons conclu avec succès la vente de notre activité d'infrastructure de tours de téléphonie mobile à DigitalBridge. Cela a généré un bénéfice sur la cession d'actifs liés à une filiale ou à une coentreprise de 371,7 millions d'euros (quatrième trimestre 2022 : 0,1 million d'euros), avec un impact favorable sur notre résultat net pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Nous avons enregistré des charges d'impôt de 145,6 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : charges d'impôt de 28,4 millions d'euros), contre 113,3 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021 (quatrième trimestre 2021 : 16,8 millions d'euros).

RÉSULTAT NET

Nous avons réalisé un résultat net de 997,0 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, contre 393,6 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021. Cette forte progression d'une année sur l'autre est attribuable au gain susmentionné sur la cession d'actifs liée à la transaction TowerCo. En outre, l'augmentation du bénéfice net reflète une amélioration significative du résultat financier en raison d'un gain hors trésorerie sur nos dérivés de taux d'intérêt. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons donc affiché une marge bénéficiaire nette de 37,4 %, ce qui constitue un solide accroissement par rapport aux 15,2 % de l'exercice précédent.

Notre résultat net au quatrième trimestre 2022 a atteint 0,9 millions d'euros, fruit d'un tassement de 99 % par rapport au quatrième trimestre 2021, reflétant (i) des charges financières nettes plus élevées en raison de la perte hors trésorerie susmentionnée sur nos dérivés, (ii) une réduction de valeur d'investissements dans et des emprunts à des entités mises en équivalence pour 63,4 millions d'euros et (iii) une réduction de valeur de certains actifs média pour 33,7 millions d'euros. Il en résulte une marge bénéficiaire nette de 0,1 % pour le trimestre, contre 13,8 % au quatrième trimestre 2021.

2.4 Adjusted EBITDA et Adjusted EBITDAaL

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 1.373,8 millions d'euros, ce qui est globalement stable par rapport aux 1.367,5 millions d'euros que nous avons obtenu en 2021. En excluant l'effet de l'acquisition de Caviar, que nous avons commencé à consolider à partir du 1er octobre 2022, notre Adjusted EBITDA remanié a connu une modeste progression de près de 1 %. L'augmentation de notre Adjusted EBITDA de l'exercice 2022 est principalement due à l'impact favorable de notre ajustement tarifaire en août 2021 et à la mi-juin 2022, qui a plus que compensé (i) l'incidence de la montée de l'inflation sur nos frais de personnel et nos frais de sous-traitance et services professionnels, (ii) l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur nos coûts d'exploitation du réseau et (iii) 2,6 millions d'euros de coûts préparatoires pour préparer la mise en service de NetCo. Nous avons donc respecté nos prévisions pour l'ensemble de l'année 2022 avec une croissance de l'Adjusted EBITDA d'environ 1% y exclus les coûts préparatoires. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 51,5 %, contre 52,7 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021.

Dans la lignée du troisième trimestre, notre Adjusted EBITDA a également enregistré un solide résultat au quatrième trimestre, grâce à certains ajustements tarifaires entrés en vigueur à la mi-juin, ainsi qu'à une concentration continue sur nos dépenses d'exploitation et à un contrôle strict des coûts. Dans ce contexte, la croissance de notre Adjusted EBITDA s'est accélérée au quatrième trimestre 2022 et a augmenté près de 5 % en glissement annuel, tant sur une base déclarée que remaniée, pour atteindre 355,9 millions d'euros. Notre marge d'Adjusted EBITDA s'est établie à 49,9 % au quatrième trimestre 2022, contre 51,0 % il y a un an, et s'est avérée assez résistante aux pressions inflationnistes actuelles.

Tableau 1 : Rapprochement entre le bénéfice sur la période, l'Adjusted EBITDA et l'Adjusted EBITDAaL (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Bénéfice de la période	0,9	91,9	(99)%	997,0	393,6	153 %
Impôts	28,4	16,8	69 %	145,6	113,3	29 %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	2,0	(0,5)	N.M.	3,4	0,7	386 %
Réduction de valeur d'investissements dans et/ou emprunts aux entités mises en équivalence	63,4	12,2	420 %	63,4	12,2	420 %
Réévaluation à la juste valeur de la participation préexistante dans une entreprise acquise	(15,7)	—	— %	(15,7)	—	— %
Gain sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	(0,1)	—	— %	(371,7)	—	— %
Charges (produits) financières nettes	29,0	13,2	120 %	(246,5)	79,4	N.M.
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	239,3	192,8	24 %	770,5	725,1	6 %
EBITDA ⁽²⁾	347,2	326,4	6 %	1 346,0	1 324,3	2 %
Rémunération en actions	3,6	11,0	(67) %	9,2	28,3	(67) %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	3,3	5,2	(37) %	15,4	18,0	(14) %
Coûts de restructuration	1,7	0,1	N.M.	2,4	1,2	100 %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	0,1	(2,3)	N.M.	0,8	(4,3)	N.M.
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	355,9	340,4	5 %	1 373,8	1 367,5	— %
Amortissements sur les contrats de location	(21,5)	(22,4)	(4) %	(85,1)	(89,9)	(5) %
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(13,4)	(6,8)	97 %	(42,6)	(27,2)	57 %
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	321,0	311,2	3 %	1 246,1	1 250,4	— %
Marge Adjusted EBITDA	49,9 %	51,0 %		51,5 %	52,7 %	
Marge Adjusted EBITDAaL	45,0 %	46,7 %		46,8 %	48,2 %	
Marge bénéfice net	0,1 %	13,8 %		37,4 %	15,2 %	

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

Le 1er juin 2022, nous avons procédé à la vente de notre activité de tours de téléphonie mobile à DigitalBridge, et avons dès lors conclu un contrat de location de 15 ans, comme indiqué dans la section « Faits marquants sur le plan financier ». Nous avons également commencé à effectuer les paiements liés aux contrats de location des tours à DigitalBridge. Dans le sillage de cette transaction, nous incluons désormais également l'Adjusted EBITDA après location (« Adjusted EBITDAaL ») comme paramètre financier clé, qui inclut tous nos amortissements et charges d'intérêts pour les locations. Notre Adjusted EBITDAaL pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 1.246,1 millions d'euros, un résultat globalement stable par rapport aux 1.250,4 millions d'euros de l'an dernier, compte tenu du début des paiements liés aux locations pour l'infrastructure mobile passive suite à la vente de nos tours mobiles à partir de juin 2022. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDAaL a gagné 1 % par rapport à 2021. Notre marge d'Adjusted EBITDAaL pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 était de 46,8 %, contre 48,2 % pour l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre 2022, notre Adjusted EBITDAaL a totalisé 321,0 millions d'euros, indiquant une forte augmentation de 3 % en glissement annuel et s'appuyant sur la solide performance de notre Adjusted EBITDA au cours du trimestre. Sur une base remaniée, l'Adjusted EBITDAaL du trimestre a augmenté d'un peu plus de 5 % en glissement annuel, grâce aux mêmes facteurs susmentionnés. Notre marge d'Adjusted EBITDAaL a atteint 45,0 % au quatrième trimestre 2022, contre 46,7 % il y a un an.

2.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont atteint 1.419,3 millions d'euros, soit plus du double par rapport à l'exercice précédent et l'équivalent d'environ 53 % du chiffre d'affaires sur la période. Nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 comprenaient un montant de 434,8 millions d'euros lié à la comptabilisation unique des licences de spectre mobile multibande récemment acquises, ainsi qu'à la prolongation temporaire de nos licences mobiles 2G et 3G jusqu'à la fin de 2022. En outre, nos dépenses d'investissement comptabilisées comprennent 359,9 millions d'euros de capitaux liés aux contrats de location, dont 329,1 millions d'euros concernent des contrats de location précédemment classés comme des contrats de location simple, et sont donc exclus de nos perspectives pour l'ensemble de l'année. La grande majorité des contrats de location au cours du trimestre sont liés à la vente de nos tours de téléphonie mobile et au début de notre contrat de 15 ans avec DigitalBridge, comme indiqué dans la section « Faits marquants sur le plan financier ». Enfin, nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 englobaient un montant négatif de 0,9 million d'euros lié à la comptabilisation des droits de diffusion de football. En excluant tous ces impacts, conformément à nos prévisions pour l'exercice 2022, nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 se sont élevées à 656,3 millions d'euros, c'est-à-dire environ 25 % du chiffre d'affaires, conformément à nos perspectives financières, et représentent une augmentation plus modérée de 21 % en glissement annuel.

Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, comprenant entre autres nos dépenses en décodeurs, modems et lignes électriques Wi-Fi, ont atteint 120,6 millions d'euros pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : 31,2 millions d'euros), soit une hausse de 28 % par rapport à la même période de l'année dernière, grâce à des programmes ciblés d'échange de décodeurs et de modems, en plus du déploiement continu de nos dispositifs de connectivité à domicile. Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 ont représenté environ 18 % de nos dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile susmentionnées et de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location).

Les dépenses d'investissement à imputer pour la croissance et la mise à niveau du réseau se sont élevées à 125,8 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : 50,9 millions d'euros), marquant une montée de 82 % par rapport à l'exercice précédent et reflétant principalement le début de notre déploiement 5G et les investissements tactiques relatifs à la fibre. Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, les dépenses d'investissement liées au réseau représentent environ 19 % du total des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile susmentionnées et de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location).

Les dépenses d'investissement pour les produits et services, qui reflètent nos investissements dans le développement de produits et la mise à niveau de nos plateformes et systèmes IT, entre autres, ont totalisé 166,3 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : 54,4 millions d'euros). Cela représente un recul notable de 4 % en glissement annuel, illustrant une baisse des dépenses pour notre programme de mise à niveau informatique. Les dépenses d'investissement pour les produits et services ont représenté environ 25 % du total des dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile susmentionnées et de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location).

Les autres dépenses d'investissement à imputer comprennent (i) des rénovations et remplacements d'équipements réseau, (ii) des frais de programmation et d'acquisition de contenus sportifs, y compris certains contenus acquis par De Vijver Media, (iii) certains investissements récurrents dans notre plate-forme et nos systèmes IT, (iv) des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location et (v) la comptabilisation susmentionnée des licences de spectre mobile. Elles ont atteint 1.006,6 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (quatrième trimestre 2022 : 79,4 millions d'euros), soit un bond de 236 % par rapport à l'année dernière, causée par la comptabilisation susmentionnée des licences de spectre

mobile récemment acquises et du contrat de location de tours, suite à la vente de notre activité de tours mobiles à DigitalBridge. Si l'on exclut la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile susmentionnées et de certaines acquisitions d'immobilisations liées à la location, les autres dépenses d'investissement à imputer ont atteint 243,6 millions d'euros, soit une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente.

Les données qui précèdent impliquent qu'environ 62 % de nos dépenses d'investissement à imputer pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion de football, des licences de spectre mobile susmentionnées et de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location) étaient évolutives et liées à la croissance des abonnés. Nous continuons à surveiller de près nos dépenses d'investissement afin d'accroître les rendements et la valeur pour les actionnaires.

Au quatrième trimestre 2022, nous avons enregistré des dépenses d'investissement à imputer de 215,9 millions d'euros, contre 218,4 millions d'euros au quatrième trimestre de l'an dernier, à savoir un léger tassement de 1 %. En faisant abstraction des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location, des acquisitions de licences de spectre mobile et des droits de diffusion de football susmentionnés, nos dépenses d'investissement à imputer au cours du trimestre ont atteint 208,0 millions d'euros, soit une hausse de 31 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et l'équivalent d'environ 29 % du chiffre d'affaires.

Tableau 2 : Rapprochement entre les investissements à imputer et les investissements nets (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Dépenses d'investissement à imputer ⁽³⁾	215,9	218,4	(1)%	1 419,3	635,6	123 %
Actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital	(13,8)	(13,1)	5 %	(72,6)	(53,3)	36 %
Actifs via des contrats de location	(14,6)	(16,6)	(12) %	(359,9)	(49,5)	627 %
Variations en passifs courants et non-courants liés aux investissements	(34,0)	(59,2)	(43) %	(465,7)	(53,7)	767 %
Dépenses d'investissement en espèces	153,5	129,5	19 %	521,1	479,1	9 %

2.6 Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles

Nous avons dégagé un Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles (précédemment appelé « flux de trésorerie opérationnel disponible ») de 717,5 millions d'euros pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, contre 824,7 millions d'euros en 2021. Ce recul de 13 % d'une année sur l'autre est principalement dû à une augmentation des dépenses d'investissement à imputer par rapport à l'an dernier, comme expliqué ci-dessus.

Au quatrième trimestre 2022, l'Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles s'est élevé à 147,9 millions d'euros, contre 181,4 millions d'euros pour la période comparable de l'année précédente, ce qui représente une baisse globalement similaire de 18 % d'une année sur l'autre en raison d'un renforcement de l'intensité de nos investissements.

Tableau 3 : Rapprochement Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois clôturé le			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	355,9	340,4	5 %	1 373,8	1 367,5	— %
Dépenses d'investissement à imputer	(215,9)	(218,4)	(1) %	(1 419,3)	(635,6)	123 %
Comptabilisation des droits de retransmission du football	1,0	55,0	N.M.	(0,9)	58,4	N.M.
Comptabilisation des licences du spectre mobile	—	—	—%	434,8	16,8	N.M.
Comptabilisation de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location	6,9	4,4	57 %	329,1	17,6	N.M.
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football, des licences pour le spectre mobile et certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location) ⁽³⁾	(208,0)	(159,0)	31 %	(656,3)	(542,8)	21 %
Adjusted EBITDA diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽⁴⁾	147,9	181,4	(18)%	717,5	824,7	(13 %)

2.7 Flux de trésorerie et liquidité

FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2022, nos activités d'exploitation ont généré 1.092,6 millions d'euros de trésorerie nette, contre 1.029,6 millions d'euros pour l'exercice précédent. L'augmentation de 6 % en glissement annuel de notre trésorerie nette provenant des activités d'exploitation s'explique par (i) une croissance modeste de l'Adjusted EBITDA, (ii) une nette amélioration de la tendance du fonds de roulement, ainsi qu'une (iii) baisse de 8,7 millions d'euros des impôts en espèces payés par rapport à l'année dernière.

La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation au quatrième trimestre 2022 a atteint 307,9 millions d'euros, soit une hausse de 8 % par rapport aux 286,3 millions d'euros du quatrième trimestre 2021, reflétant principalement l'accélération de la croissance de l'Adjusted EBITDA au cours du trimestre et l'amélioration de la tendance du fonds de roulement au cours du trimestre.

TRÉSORERIE NETTE UTILISÉE DANS LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nous avons généré 180,0 millions d'euros de trésorerie nette provenant des activités d'investissement pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, contre 497,6 millions d'euros de trésorerie nette utilisée dans les activités d'investissement en 2021. La trésorerie nette provenant des activités d'investissement en 2022 reflète les recettes de la vente de notre activité de tours mobiles à DigitalBridge, que nous avons clôturée le 1er juin 2022. Nous avons recours à un programme de financement par le fournisseur qui nous permet d'étendre nos délais de paiement vis-à-vis de certains fournisseurs à 360 jours pour un coût global intéressant. Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons engrangé 72,6 millions d'euros (quatrième trimestre 2022 : 13,8 millions d'euros) d'actifs par le biais des dispositifs de financement par le fournisseur liés au capital (exercice 2021 : 53,3 millions d'euros, quatrième trimestre 2021 : 13,1 millions d'euros), avec un impact positif sur la trésorerie nette utilisée dans des activités d'investissement pour le même montant. Veuillez consulter la section 2.5 Dépenses d'investissement pour un rapprochement entre les dépenses d'investissement à imputer et les dépenses d'investissement en espèces.

Au quatrième trimestre 2022, nous avons cumulé 149,3 millions d'euros de trésorerie nette provenant des activités d'investissement, contre 124,5 millions d'euros au cours de la même période de l'année précédente, ce qui montre une progression des dépenses d'investissement en espèces en raison d'une amélioration de nos niveaux d'investissement globaux.

TRÉSORERIE NETTE UTILISÉE DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, la trésorerie nette utilisée dans les activités de financement s'est élevée à 347,7 millions d'euros, contre 474,5 millions d'euros en 2021, soit un repli de 27 % en glissement annuel. Notre flux de trésorerie net de financement pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 comprend le paiement du dividende final de 1,375 euro (brut) par action en mai 2022 pour un montant total de 149,0 millions d'euros, qui a complété un dividende intermédiaire similaire versé en décembre 2021. Comme détaillé au point 3.2 Rémunération des actionnaires, le conseil d'administration a redéfini la politique de dividende de la Société. En plus d'un dividende plancher réduit de 1,0 euro (brut) par action, le dividende sera payé annuellement à l'avenir, le prochain paiement de dividende ayant lieu au début mai 2023, après approbation des actionnaires lors de l'AGA d'avril 2023. En outre, la trésorerie nette utilisée dans les activités de financement en 2022 reflète (i) une réduction nette de 86,7 millions d'euros de l'encours de nos prêts et emprunts, y compris les remboursements prévus dans le cadre de notre programme de financement par le fournisseur et (ii) une dépense de 22,7 millions d'euros dans le cadre de notre programme de rachat d'actions 2021, que nous avons débuté fin novembre de l'année dernière et terminé fin février 2022. Dans le cadre de ce programme, nous avons racheté 1,1 million d'actions propres pour un montant total de 35,4 millions d'euros, qui ont été intégralement annulées en mars 2022. Le reste de notre trésorerie nette utilisée dans les activités de financement se compose principalement de remboursements au titre de contrats de location et d'autres paiements financiers.

Au quatrième trimestre 2022, nous avons utilisé 39,8 millions d'euros de trésorerie nette dans le cadre des activités de financement, contre 216,6 millions d'euros au quatrième trimestre de l'année dernière, ce qui reflète principalement les paiements liés aux contrats de location.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AJUSTÉ

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, nous avons généré 409,0 millions d'euros de flux de trésorerie disponible ajusté, contre 404,9 millions d'euros l'an dernier. Ce résultat est conforme à nos prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2022, à savoir la stabilité du flux de trésorerie disponible ajusté. Notre flux de trésorerie disponible ajusté a affiché une modeste augmentation de 1 % en glissement annuel et reflète principalement une hausse de 8,5 millions d'euros des coûts d'acquisition directs compensant une baisse de 8,7 millions d'euros des impôts en espèces payés par rapport à l'exercice clôturé le 31 décembre 2021, tandis que notre programme de financement par le fournisseur est resté stable par rapport à 2021.

Au quatrième trimestre 2022, le flux de trésorerie disponible ajusté s'est élevé à 117,9 millions d'euros, soit une hausse de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance robuste de notre trésorerie d'exploitation nette et d'une contribution plus élevée de 13,0 millions d'euros de nos activités de financement par le fournisseur par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en raison du caractère saisonnier de certains de nos paiements.

2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette

PROFIL DE DETTE

Au 31 décembre 2022, le solde total de la dette (y compris les intérêts courus) s'établissait à 6.654,9 millions d'euros, dont un montant en principal de 1.473,7 millions d'euros lié aux Senior Secured Fixed Rate Notes libellées en EUR et USD, échéant en mars 2028, et un montant en principal de 3.252,8 millions d'euros, dû au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020, échéant entre avril 2028 et avril 2029. Le solde total de notre dette au 31 décembre 2022 comprenait également un montant en principal de 345,9 millions d'euros lié à notre programme de financement par le fournisseur, comme détaillé ci-dessous. Le reste représente principalement les obligations de location liées (i) à la vente, le 1er juin 2022, de notre activité de tours de téléphonie mobile à DigitalBridge, qui a donné lieu à un accord de location à long terme de 15 ans, comme indiqué plus en détail ci-dessus dans la section « Faits marquants sur le plan financier », (ii) au bail emphytéotique à long terme avec Fluvius pour l'utilisation de son réseau HFC, couvrant environ un tiers de la Flandre avant la clôture prévue de la transaction NetCo, que nous attendons pour l'été de cette année, et (iii) à d'autres contrats de location. Enfin, le solde total de notre dette au 31 décembre 2022 incluait aussi des dettes impayées de 399,7 millions d'euros concernant les licences de spectre mobile suite à la vente aux enchères de spectre multibande de l'année dernière, car nous avons opté pour des paiements annuels différés sur la durée de vie de chaque licence, plutôt que pour des paiements anticipés.

Au 31 décembre 2022, nous avons une dette à court terme de 345,9 millions d'euros liée à notre programme de financement par le fournisseur, échéant entièrement dans les douze mois et assortie d'une marge de 195 points de base au-dessus de l'EURIBOR (seuil à 0 %). Conformément à nos perspectives pour l'exercice 2022, la dette à court terme liée à notre programme de financement par le fournisseur est restée globalement stable par rapport au 31 décembre 2021 (346,0 millions d'euros) et a représenté une baisse de 4,0 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2022, reflétant la saisonnalité de certains de nos paiements programmés de financement par le fournisseur et ayant un impact négatif sur notre flux de trésorerie disponible ajusté du même montant au quatrième trimestre. Nous prévoyons une évolution globalement stable en 2023 par rapport au 31 décembre 2022, comme cela est intégré dans nos perspectives de flux de trésorerie disponible ajusté pour l'exercice 2023, mais avec une certaine saisonnalité dans certains de nos paiements d'un trimestre à l'autre.

À l'exception de nos engagements en matière de financement par le fournisseur et de spectre mobile, tous nos risques de taux d'intérêt flottant et de changes ont été couverts jusqu'à l'échéance de ces instruments de dette par le biais d'une série de produits dérivés, améliorant ainsi la visibilité de notre futur flux de trésorerie disponible ajusté et minimisant l'exposition aux fluctuations des marchés financiers. À l'exclusion des dettes à court terme liées à notre programme de financement par le fournisseur, nous ne devons faire face à aucune échéance de dettes avant mars 2028, avec une durée moyenne pondérée d'environ 5,5 ans au 31 décembre 2022. Enfin, nous avons eu pleinement accès aux 555,0 millions d'euros d'engagements non utilisés au titre de nos facilités de crédit renouvelables au 31 décembre 2022, avec certaines disponibilités jusqu'en septembre 2026.

SYNTHÈSE DES DETTES ET PLANS DE PAIEMENT

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des montants en principal de nos principaux instruments de dette et de nos plans de paiement au 31 décembre 2022.

Tableau 4 : Synthèse des dettes au 31 décembre 2022 (non audité)

	Facilité totale au	Montant prélevé	Montant disponible	Échéance	Taux d'intérêt	Paiement des intérêts dus
31 décembre 2022						
(en millions €)						
Senior Credit Facility ajusté en 2020						
Prêt à terme AR	2 142,8	2 142,8	—	30 avril 2028	Flottant LIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,00%	Mensuel
Prêt à terme AQ	1 110,0	1 110,0	—	30 avril 2029	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Facilité de crédit renouvelable I	510,0	—	510,0	31 mai 2026	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Senior Secured Fixed Rate Notes						
600 millions € Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AK)	540,0	540,0	—	1 mars 2028	Fixe 3,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
1 milliard USD Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AJ)	933,7	933,7	—	1 mars 2028	Fixe 5,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Autre						
Facilité de crédit renouvelable	20,0	—	20,0	30 septembre 2026	Flottant EURBOR 1 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Facilité overdraft	25,0	—	25,0	31 décembre 2023	Flottant EURIBOR 1 mois (0% seuil) + 1,60%	Trimestriel (commission d'engagement)
Montant total nominal	5 281,5	4 726,5	555,0			

Remarque : Dans le tableau ci-dessus, la dette de Telenet libellée en USD a été convertie en EUR au taux de change EUR/USD en vigueur au 31 décembre 2022. Telenet ayant conclu plusieurs transactions sur instruments dérivés pour couvrir à la fois le taux d'intérêt flottant sous-jacent et les risques de change, les montants couverts équivalents en EUR étaient respectivement de 2.041,5 millions € (prêt à terme AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes de 1,0 milliard USD échéant en 2028). Pour le calcul de son ratio d'endettement net, Telenet utilise les montants couverts équivalents en EUR compte tenu de l'exposition au risque économique sous-jacent.

SOLDE DE TRÉSORERIE ET MOYENS DISPONIBLES

Au 31 décembre 2022, nous détenons 1.064,4 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, contre 945,6 millions d'euros au 30 septembre 2022 et 139,5 millions d'euros au 31 décembre 2021. La solide augmentation de notre solde de trésorerie en glissement annuel reflète la vente de notre activité de tours de téléphonie mobile à DigitalBridge début juin 2022, tandis que l'augmentation en glissement trimestriel est due à la robuste croissance du flux de trésorerie disponible ajusté au cours du trimestre.

Nous avons l'intention d'utiliser activement notre solde de trésorerie au cours des deux prochaines années pour financer le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile à hauteur de 2,0 milliards d'euros de NetCo, comme cela a été communiqué précédemment. Cela se traduit sous la forme d'un plan d'investissement entièrement financé sans aucune interdépendance avec les marchés financiers. Afin de minimiser la concentration du risque de contrepartie et d'améliorer le rendement de notre solde de trésorerie, nous avons investi la grande majorité dans une gamme de fonds du marché monétaire auprès d'institutions financières européennes et américaines hautement cotées.

Outre notre solde de trésorerie disponible, nous avons également eu un accès total à 555,0 millions d'euros d'engagements disponibles au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 et de nos autres facilités de crédit renouvelable, sous réserve du respect des conventions mentionnées ci-après. Ainsi, nos liquidités totales à la fin de l'année 2022 ont atteint la somme impressionnante de 1.619,4 millions d'euros, ce qui a permis de financer entièrement le plan d'investissement FTTH de NetCo.

RATIO DE DETTE NETTE ^(15, 16)

À la suite de la cession des tours et du passage ultérieur à l'Adjusted EBITDAaL, et à compter du deuxième trimestre 2022, nous avons modifié la façon dont nous calculons le ratio de dette nette totale. Le ratio de dette nette totale est désormais calculé à partir de la dette nette, à l'exclusion des contrats de location, et est divisé par l'Adjusted EBITDAaL annualisé des deux derniers trimestres. Selon cette mesure, notre ratio de dette nette totale au 31 décembre 2022 atteignait 3,4x, car notre Adjusted EBITDAaL du 31 décembre 2022 ne comprenait qu'une charge de location de sept mois pour les sites des tours. La modeste amélioration en glissement trimestriel (30 septembre 2022 : 3,5x) s'explique par la croissance de notre solde de trésorerie. Selon la définition précédente du ratio de dette nette totale, qui utilise la dette nette, y compris les contrats de location, divisée par l'Adjusted EBITDA annualisé des deux derniers trimestres, notre ratio de dette nette totale était de 3,9x au 31 décembre 2022 (30 septembre 2022 : 4,0x).

Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention (« net covenant leverage »), tel que calculé dans le cadre de la facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020, diffère de notre ratio de dette nette totale, car il exclut (i) tout passif à court terme lié au financement des fournisseurs, (ii) tout passif lié aux licences de spectre mobile, mais inclut (iii) le montant exclu de la facilité de crédit (qui est le plus élevé de 400,0 millions d'euros et de 0,25x l'Adjusted EBITDA ajusté consolidé) et (iv) divise la dette totale nette par l'EBITDA annualisé des deux derniers trimestres. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention a atteint 2,2x au 31 décembre 2022, ce qui marque une légère amélioration par rapport à 2,3x au 30 septembre 2022, en raison de la forte génération de flux de trésorerie au quatrième trimestre. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention (« net covenant leverage ») est sensiblement inférieur à la « springing maintenance covenant » de 6,0x et au test de ratio d'endettement de 4,5x le « net senior leverage ». Cependant, la « maintenance covenant » précitée s'applique uniquement dans le cas où nous utiliserions 40 % ou plus de nos facilités de crédit renouvelables. Au 31 décembre 2022, nos facilités de crédit renouvelables étaient entièrement inutilisées, tel que mentionné ci-dessus.

3 Perspectives et informations complémentaires

3.1 Perspectives

À la fin du mois de septembre 2022, nous avons organisé notre Capital Markets Day, lors duquel nous avons précisé les futurs moteurs de valeur stratégique de notre activité d'infrastructure fixe (« NetCo¹ »), ainsi que de nos segments Résidentiel, Divertissement & Médias et B2B (« Telenet »). Nous continuerons à assurer une croissance durable et rentable et à créer de la valeur à long terme pour toutes nos parties prenantes. Grâce à notre stratégie actualisée, nous avons l'intention de transformer Telenet, d'une entreprise de haut débit, médias et divertissement leader dans notre zone de couverture en un fournisseur de premier plan de connectivité, divertissement et services numériques axés sur le client, et de générer une croissance durable. Nous prévoyons des investissements substantiels dans notre infrastructure de réseau fixe et mobile dans les prochaines années, ainsi que dans nos plateformes numériques et de données. Cela devrait permettre de créer davantage de valeur pour les clients et d'accroître les bénéfices au fil du temps.

En 2022, nous avons jeté les bases de la réalisation de ce plan ambitieux. Dans le droit fil de notre vision « Partenaires dans la vie. Partenaires pour la vie. », nous avons conclu avec succès la vente de notre activité de tours de télécommunications mobiles à DigitalBridge en juin dernier pour un montant total de 745,0 millions d'euros, ce qui équivaut à un multiple de 25,1x EV/EBITDAaL 2021. En juillet 2022, nous avons annoncé une coopération stratégique avec Fluvius¹, combinant nos deux réseaux HFC en Flandre et dans certaines zones de Bruxelles au sein d'une nouvelle société d'infrastructure (NetCo), entièrement financée et dotée d'une feuille de route claire, pour offrir des vitesses de 10 Gbps à nos clients, grâce à un mélange de technologies DOCSIS et FTTH. En octobre 2022, nous avons porté notre participation dans le groupe de médias Caviar de 49 % à 70 %. Cela nous permettra de tirer parti de nos actifs de diffusion en ancrant un contenu local unique et en développant des productions exclusives à l'échelle internationale. Et plus récemment, nous avons augmenté notre participation dans le câblo-opérateur Eltrona, établi au Luxembourg, de 50 % (moins une action) précédemment à 100 % et nous consoliderons les résultats d'Eltrona à partir du 1er janvier 2023. En raison de ces transactions, nous présentons également nos états financiers de l'exercice 2022 sur une base remaniée. Veuillez consulter la section 6.2 pour plus d'informations. Les prévisions détaillées ci-dessous sont présentées sur une base remaniée afin de permettre aux investisseurs d'évaluer nos résultats à structure comparable. Elles excluent les ramifications de la transaction NetCo, qui est en attente de l'approbation réglementaire de la Commission européenne, prévue pour l'été de cette année. À partir de cette année, nous passerons également à des prévisions d'Adjusted EBITDAaL plutôt que d'Adjusted EBITDA, en raison de paiements de location plus importants depuis la vente de notre activité de tours de téléphonie mobile en juin 2022.

En 2023, nous surveillerons étroitement notre base de coûts à la lumière de l'indexation obligatoire des salaires de 11 % en Belgique à compter de janvier 2023, ce qui entraînera une augmentation significative de nos frais de personnel. Nous prévoyons en outre une montée des coûts énergétiques par rapport à 2022, année au cours de laquelle nos coûts énergétiques ont subi une forte envolée d'environ 70 % en raison de la guerre en Ukraine. Nous avons profité des turbulences du marché au quatrième trimestre pour accroître la proportion des dépenses énergétiques couvertes par des contrats à prix fixe, en passant d'environ 45 % à la fin du mois de septembre de l'année dernière à environ 90 % aujourd'hui. Nous avons l'intention d'absorber ces pressions inflationnistes par une épargne numérique continue, un contrôle des coûts strict et des augmentations tarifaires ciblées pour compenser les impacts susmentionnés. Dans ce contexte, nous prévoyons une croissance saine du chiffre d'affaires entre 1 et 2 % pour 2023 sur une base remaniée, tout en visant un Adjusted EBITDAaL remanié globalement stable sur cette même période, et donc un sort similaire pour l'Adjusted EBITDA.

¹ Dans l'attente de l'approbation réglementaire de la Commission européenne, prévue pour l'été 2023

En 2022, l'intensité de nos dépenses d'investissement a augmenté pour atteindre environ 25 % du chiffre d'affaires, sous l'effet du démarrage de nos investissements 5G, de la poursuite des investissements dans nos plateformes de données et numériques, ainsi que des investissements ciblés dans la fibre optique dans certaines zones. Pour 2023, et en excluant les effets de la transaction NetCo, nous nous attendons à ce que notre ratio dépenses d'investissement /chiffre d'affaires atteigne environ 26 %, car nous continuons à constater (i) une hausse des dépenses, notamment pour notre déploiement 5G, (ii) des déploiements de fibre autonomes ciblés et des possibilités de partage de tranchées comme en 2022 et (iii) des investissements dans l'informatique et le développement de produits pour préparer le lancement en Wallonie début 2024.

Cela se traduit par une baisse du flux de trésorerie disponible ajusté par rapport à 2022, année où nous avons affiché un flux de trésorerie disponible ajusté de 409,0 millions d'euros. Pour l'ensemble de l'année 2023, nous visons un flux de trésorerie disponible ajusté d'environ 250,0 millions d'euros. De cette manière, notre dividende plancher de 1,0 euro (brut) par action, soit 108,6 millions d'euros au total, reste bien couvert.

Tableau 5 : Prévisions 2023

Prévisions pour l'exercice 2023	Comme présenté le 16 février 2023
Croissance des produits^(a) (remaniée)	Entre 1 - 2% (FY 2022 remanié: 2.812,7 millions €)
Croissance de l'Adjusted EBITDA^(b) (remaniée)	Globalement stable (FY 2021 remanié: 1.242,0 millions €)
Dépenses d'investissement à imputer par rapport aux produits^(c)	Environ 26%
Flux de trésorerie disponible ajusté^(b, d)	Environ 250 million d'euros

(a) Sur une base rapportée, la croissance attendue de notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2023 serait comprise entre 7 % et 8 %.

(b) Les rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour nos prévisions d'EBITDAaL ajusté et de flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent pas être fournis sans efforts déraisonnables car nous ne prévoyons pas (i) certaines charges hors trésorerie y compris les dotations aux amortissements et dépréciations, les restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le résultat net, ni (ii) les variations spécifiques du fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les éléments que nous ne prévoyons pas peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

(c) Hors comptabilisation des droits de diffusion du football capitalisés et des licences de spectre mobile et hors impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées à la location sur nos dépenses en immobilisations à payer.

(d) En excluant les paiements sur les licences de spectre mobile acquises dans le cadre de l'enchère de spectre multibande de 2022, et en supposant que le paiement de la taxe sur notre déclaration de revenus de 2022 n'aura pas lieu avant le début de 2024.

3.2 Rémunération des actionnaires

Comme nous l'avons expliqué lors de notre Capital Markets Day en septembre 2022, notre ambition consolidée à long terme est de stimuler la croissance de l'ARPU et de notre base de clients, se traduisant par une amélioration notable du chiffre d'affaires. Grâce à une numérisation accrue, nous prévoyons que nos coûts d'exploitation continueront de diminuer au fil du temps, ce qui stimulera notre Adjusted EBITDA. Après la construction et la mise à niveau du réseau NetCo, nous prévoyons une réduction considérable de l'intensité de nos dépenses d'investissement pour nos activités NetCo et Telenet, ce qui se traduira par une croissance robuste du flux de trésorerie disponible ajusté et une amélioration de notre profil de rémunération des actionnaires par rapport à notre politique actuelle, comme décrit ci-dessous.

En juillet 2022, dans le cadre de l'annonce de la transaction NetCo avec Fluvius, qui est en attente d'approbation réglementaire, le conseil d'administration a décidé de redéfinir la politique de rémunération des actionnaires de la Société afin de maintenir un levier net total consolidé d'environ 4,0x tout au long de la période d'investissements soutenus dans la fibre.

Sur la période 2023-2029, le conseil d'administration a décidé d'un dividende plancher annuel de 1,0 € par action (brut) à verser annuellement début mai après approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale statutaire d'avril. De cette manière, le conseil d'administration assure une approche équilibrée entre le paiement de dividendes réguliers et continu et la poursuite d'investissements pour la croissance future.

Après cette période, qui inclut également le déploiement de la 5G, l'intensité des investissements devrait diminuer et revenir à des niveaux historiques normalisés, entraînant une croissance ponctuelle du flux de trésorerie disponible ajusté et offrant la possibilité de déboursements significatifs plus élevés pour les actionnaires. À ce moment-là, le plan de rémunération des actionnaires sera réévalué par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a ainsi décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires d'avril 2023 d'envisager le paiement d'un dividende brut de 1,0 € par action (108,6 millions € au total). Le dividende proposé sera payé en utilisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie existants et est conforme au plancher de dividende révisé de la Société de 1,0 € par action (brut). S'il est approuvé par les actionnaires, le dividende sera payé début mai.

3.3 Événements survenus après la date du bilan

Telenet reprend les activités d'Eltrona au Luxembourg

Fin décembre 2022, Telenet BV, une filiale indirecte à 100 % de Telenet Group Holding S.A. et les actionnaires fondateurs d'Eltrona Interdiffusion S.A. (« Eltrona ») ont conclu un accord selon lequel nous reprenons l'intégralité des participations dans la société Eltrona au Grand-Duché de Luxembourg. Grâce à cette transaction, nous devenons, pour la première fois, l'unique actionnaire d'une entreprise de télécommunications située au-delà des frontières belges.

La transaction a été conclue le 1er janvier 2023 et depuis cette date, les activités d'Eltrona sont consolidées dans nos chiffres opérationnels et financiers. Pour l'exercice 2021, Eltrona a généré un chiffre d'affaires de 30,6 millions d'euros et réalisé un EBITDA ajusté de 5,8 millions d'euros et a réalisé un EBITDA ajusté moins les ajouts en immobilisations corporelles négative de 2,2 millions d'euros du fait des investissements élevés dans une nouvelle plateforme IPTV et vidéo. Au 30 septembre 2022, Eltrona comptait environ 50.000 clients uniques dont environ 46.000, environ 16.000, environ 8.000 et environ 2.000 abonnés pour la télévision câblée et/ou IPTV, l'Internet à ultra-haut débit, la téléphonie fixe et la téléphonie mobile. La société emploie à ce jour 145 employés.

Roses Are Blue reprend une part de 50% dans le groupe Fabiola auprès de Lecter Media

Début janvier 2023, la société de production Roses Are Blue, qui fait partie du groupe Caviar, a finalisé l'acquisition de la participation de 50 % de Lecter Media dans le groupe Fabiola. L'autre participation de 50 % reste entre les mains de Woestijnvis et, à ce titre, le groupe Fabiola sera une coentreprise à 50/50 entre Roses Are Blue et Woestijnvis. Le groupe Fabiola a été créé en 2017 par les sociétés de production Lecter Media, De Mensen et Woestijnvis avec l'intention d'unir leurs forces sur les marchés de la télévision néerlandaise et allemande afin de développer leurs propres programmes et de produire et proposer des formats d'actionnaires sur une base exclusive en ces marchés.

Telenet et Orange Belgium concluent deux accords commerciaux « wholesale », donnant accès à leurs réseaux HFC et FTTH respectifs pour une période de 15 ans

Fin janvier 2023 Telenet SRL, filiale indirecte en propriété exclusive de Telenet Group Holding SA et Orange Belgium SA ont conclu deux accords commerciaux « wholesale » de services fixes (les « Accords »), sous réserve de la finalisation de la transaction d'acquisition de VOO par Orange Belgium. Ces Accords fourniront à chaque partie un accès au réseau fixe de l'autre partie sur une base commerciale pour une période de 15 ans et resteront en vigueur quelle que soit l'évolution du modèle actuel d'accès ouvert régulé. En outre, les Accords couvrent à la fois la technologie actuelle de réseau hybride fibre coaxial (« HFC ») et la future technologie de réseau en fibre optique (« FTTH ») dans les deux zones de réseau.

Grâce à ces Accords, nous pourrions accéder pour la première fois au réseaux câblé de VOO, qui est en voie d'être repris par Orange Belgium. Cela nous permettra d'étendre notre champ d'activité à la Wallonie et au tiers restant de Bruxelles, couvrant aujourd'hui environ 1,8 million de foyers. Les Accords prévoient également l'accès aux futurs déploiements en FTTH. En combinant cela avec notre réseau mobile national existant et son réseau fixe en Flandre, dans certaines parties de Bruxelles et dans la botte du Hainaut en Wallonie, nous serons en mesure de fournir des offres convergentes (fixe-mobile) dans toute la Belgique. La stratégie commerciale et de mise sur notre marché est déjà bien avancée, avec un plan ambitieux visant à atteindre à

moyen terme une part de marché régionale de services fixes d'environ 10 % dans cette nouvelle zone géographique. Nous prévoyons un lancement commercial au début de l'année 2024 après un certain nombre d'investissements dans l'IT et le développement des produits au cours de l'année 2023. Nous fournirons plus de détails à l'approche de la date de lancement.

Depuis 2016, Orange Belgium fournit des services d'internet et de télévision sur notre réseau HFC par le biais du modèle d'accès ouvert régulé. L'accord commercial conclu aujourd'hui renforcera cette relation existante pendant 15 années supplémentaires. En outre, Orange Belgium deviendra un client « wholesale » sur notre futur réseau FTTH à des conditions convenues à l'avance, ce qui augmentera le taux de pénétration sur ce réseau ainsi que le retour sur investissement dans la fibre. Lorsque le partenariat entre nous et Fluvius concernant la création de Netco (qui doit encore être approuvé par la Commission européenne dont la décision est attendue cet été) sera finalisé, l'accord avec Orange sera transféré à Netco. Cela permettra de renforcer les fondamentaux de NetCo et son attrait pour des partenaires stratégiques et/ou financiers potentiels.

3.4 Vérifications du Commissaire

Le commissaire, KPMG Bedrijfsrevisoren - Réviseurs d'Entreprises, représenté par Götwin Jackers, a confirmé que ses procédures d'audit qui sont terminées quant au fond n'ont pas révélées d'anomalie significative dans les données comptables reprises dans le communiqué annuel de Telenet Group Holding SA.

4 Telenet Group Holding SA – Statistiques d'exploitation consolidées intermédiaires

Pour la période de trois mois clôturé le 31 décembre	2022	2021	Variation %
Services d'abonnement			
Maisons raccordables – Réseau Combiné ⁽¹²⁾	3 436 700	3 405 800	1 %
Télévision câblée			
Total télévision câblée ⁽⁶⁾	1 694 700	1 762 000	(4)%
Internet haut débit ^(*)			
Internet haut débit résidentiel	1 468 800	1 491 800	(1) %
Internet haut débit professionnel	261 900	233 900	6 %
Total internet haut débit ⁽⁷⁾	1 730 700	1 725 700	— %
Téléphonie fixe ^(*)			
Téléphonie fixe résidentiel	891 800	965 700	(7) %
Téléphonie fixe professionnel	120 600	134 500	(13) %
Total téléphonie fixe ⁽⁸⁾	1 012 400	1 100 200	(8)%
Unités génératrices totales de revenus ⁽¹³⁾	4 437 800	4 587 900	(3)%
Taux d'attrition ⁽¹⁴⁾			
Télévision câblée	9,8 %	9,2 %	
Internet haut débit	8,2 %	7,6 %	
Téléphonie fixe	10,3 %	10,4 %	
Relation client			
Clients FMC	823 500	749 700	10 %
Total relations client ⁽¹⁰⁾	2 008 800	2 032 300	(1) %
Services par relation client ⁽¹⁰⁾	2,21	2,26	(2) %
ARPU par relation client (€ / mois) ^{(10) (11)}	60,3	59,2	2 %

Pour la période de trois mois clôturé le 31 décembre	2022	2021	Variation %
Services mobiles			
Téléphonie mobile			
Postpayé	2 669 300	2 629 800	2 %
Prépayé	271 000	320 400	(15) %
Téléphonie mobile ⁽⁹⁾	2 940 300	2 950 200	— %

(*) La variation en pourcentage d'une année sur l'autre est sur une base organique et exclut un reclassement non organique de 14.800 abonnés à l'Internet haut débit résidentiel en abonnés à l'Internet professionnel et de 4.000 abonnés à la téléphonie fixe résidentielle en abonnés à la téléphonie fixe professionnelle au quatrième trimestre 2022. Ces reclassements non organiques ont été reflétés dans les chiffres d'abonnés de 2022.

Fin de la présentation des RGU en télévision de base : notre programme d'abandon de la TV analogique ayant été clôturé avec succès dans toute la zone de couverture à la fin du mois de novembre 2021, nous ne ferons plus de distinction entre les abonnés à la télévision de base et les abonnés à la télévision premium et nous ne communiquerons, à compter du 1er janvier 2022, que le nombre total d'abonnés à la télévision.

5 Telenet Group Holding SA – États financiers consolidés et abrégés intermédiaires (IFRS UE)

5.1 État de résultat global consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois clôturé le			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Résultat de la période						
Produits	712,9	666,9	7 %	2 665,0	2 595,8	3 %
Charges						
Coût des services fournis	(372,5)	(335,6)	11 %	(1 349,6)	(1 282,7)	5 %
Bénéfice brut	340,4	331,3	3 %	1 315,4	1 313,1	— %
Coûts commerciaux et administratifs	(232,5)	(197,7)	18 %	(739,9)	(713,9)	4 %
Bénéfice opérationnel	107,9	133,6	(19)%	575,5	599,2	(4)%
Produits financiers	293,3	78,4	274 %	690,7	308,4	124 %
Produits d'intérêt, produits de change nets et autres produits financiers	293,3	0,1	N.M.	3,6	1,6	125 %
Bénéfice net sur instruments financiers dérivés	—	78,3	(100) %	687,1	306,7	124 %
Bénéfice net sur remboursement anticipé de la dette	—	—	— %	—	0,1	(100) %
Charges financières	(322,3)	(91,6)	252 %	(444,2)	(387,8)	15 %
Charge d'intérêt, pertes de change nettes et autres charges financières	(85,6)	(91,6)	(7) %	(444,2)	(387,8)	15 %
Perte nette sur instruments financiers dérivés	(236,7)	—	—%	—	—	—%
Produits (charges) financières nettes	(29,0)	(13,2)	120 %	246,5	(79,4)	N.M.
Quote-part du résultat des entités mises en équivalence	(2,0)	0,5	N.M.	(3,4)	(0,7)	386 %
Réduction de valeur d'investissements dans et/ou emprunts aux entités mises en équivalence	(63,4)	(12,2)	420 %	(63,4)	(12,2)	420 %
Réévaluation à la juste valeur de la participation préexistante dans une entreprise acquise	15,7	—	— %	15,7	—	—%
Gain sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	0,1	—	— %	371,7	—	— %
Bénéfice avant impôts	29,3	108,7	(73)%	1 142,6	506,9	125 %
Bénéfice (charges) d'impôts	(28,4)	(16,8)	69 %	(145,6)	(113,3)	29 %
Résultat net de la période	0,9	91,9	(99)%	997,0	393,6	153 %
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres						
Éléments qui ne seront pas recyclés dans l'état consolidé du résultat						
Réévaluation de passifs/(actifs) provenant de plans de pension à prestations définies	(1,1)	—	— %	7,9	2,7	193 %
Entités mis en équivalence - part dans le résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	—	—	— %	0,5	—	— %
Éléments qui sont ou qui peuvent être recyclés dans l'état consolidé du résultat après						
Activités à l'étranger - écarts de conversion des devises étrangères	(0,8)	—	— %	(0,8)	—	— %
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	(1,9)	—	—%	7,6	2,7	181 %
Résultat global de la période	(1,0)	91,9	N.M.	1 004,6	396,3	153 %

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois clôturé le			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Résultat imputable aux :	0,9	91,9	(99)%	997,0	393,6	153 %
Propriétaires de la Société	1,3	92,1	(99) %	997,6	394,0	153 %
Intérêts minoritaires	(0,4)	(0,2)	100 %	(0,6)	(0,4)	50 %
Résultat global de la période, imputable aux :	(1,0)	91,9	N.M.	1 004,6	396,3	153 %
Propriétaires de la Société	(0,3)	92,1	N.M.	1 005,5	396,7	153 %
Intérêts minoritaires	(0,7)	(0,2)	250 %	(0,9)	(0,4)	125 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	108 609 474	109 340 660		108 580 052	109 320 560	
Bénéfice ordinaire par action en €	0,01	0,84	(99) %	9,19	3,60	155 %
Bénéfice dilué par action en €	0,01	0,84	(99) %	9,19	3,60	155 %
Produits par nature						
Produits des abonnements:						
Télévision câblée	134,2	135,3	(1) %	535,4	548,5	(2) %
Internet haut débit	180,0	172,1	5 %	702,8	680,2	3 %
Téléphonie fixe	49,0	53,5	(8) %	201,6	215,6	(6) %
Produits des abonnements liés au câble	363,2	360,9	1 %	1 439,8	1 444,3	— %
Téléphonie mobile	131,9	126,5	4 %	519,6	492,4	6 %
Total des produits des abonnements	495,1	487,4	2 %	1 959,4	1 936,7	1 %
Services aux entreprises	46,6	45,3	3 %	179,7	181,1	(1) %
Autres	171,2	134,2	28 %	525,9	478,0	10 %
Total des produits	712,9	666,9	7 %	2 665,0	2 595,8	3 %
Charges par nature						
Coûts d'exploitation du réseau	(44,5)	(47,5)	(6) %	(205,5)	(205,2)	— %
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(165,3)	(141,0)	17 %	(545,4)	(522,0)	4 %
Frais de personnel	(76,6)	(73,2)	5 %	(293,4)	(277,4)	6 %
Coûts des ventes et frais de marketing	(28,8)	(28,3)	2 %	(88,7)	(88,1)	1 %
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(12,2)	(8,2)	49 %	(41,4)	(31,8)	30 %
Autres coûts indirects	(29,6)	(28,3)	5 %	(116,8)	(103,8)	13 %
Coûts de restructuration	(1,7)	(0,1)	N.M.	(2,4)	(1,2)	100 %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	(0,1)	2,3	N.M.	(0,8)	4,3	N.M.
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	(3,3)	(5,2)	(37) %	(15,4)	(18,0)	(14) %
Rémunérations à base d'actions des administrateurs et des travailleurs	(3,6)	(11,0)	(67) %	(9,2)	(28,3)	(67) %
Dépréciations	(107,3)	(107,0)	— %	(417,5)	(434,3)	(4) %
Amortissements	(78,8)	(63,0)	25 %	(247,3)	(217,9)	13 %
Amortissements sur droits de diffusion	(23,3)	(25,1)	(7) %	(79,4)	(76,6)	4 %
Gain sur la vente d'actifs	4,3	2,3	87 %	8,7	4,8	81 %
Dépréciation sur des actifs incorporels avec une durée de vie longue et goodwill	(33,7)	—	—%	(33,7)	—	—%
Dépréciation sur des actifs corporels avec une durée de vie longue	(0,5)	—	—%	(1,3)	(1,1)	18 %
Total des charges	(605,0)	(533,3)	13 %	(2 089,5)	(1 996,6)	5 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

5.2 Flux de trésorerie consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois clôturé le			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice de la période	0,9	91,9	(99) %	997,0	393,6	153 %
Amortissements, pertes de valeur et restructurations	241,0	193,0	25 %	772,9	726,4	6 %
Variation des fonds de roulement et autres	(17,3)	(31,5)	(45) %	29,7	(16,1)	N.M.
Impôts sur le résultat	28,4	16,8	69 %	145,6	113,3	29 %
Charges (produits) d'intérêt, pertes (gains) de change et autres charges (produits) financières nettes	(207,7)	91,5	N.M.	440,6	386,2	14 %
Perte nette (gain net) sur dérivés	236,7	(78,3)	N.M.	(687,1)	(306,7)	124 %
Perte (gain) sur le remboursement anticipé de la dette	—	—	— %	—	(0,1)	(100) %
Réévaluation à la juste valeur de la participation préexistante dans une entreprise acquise	(15,7)	—	— %	(15,7)	—	— %
Réduction de valeur d'investissements dans et/ou emprunts aux entités mises en équivalence	63,4	12,2	420 %	63,4	12,2	420 %
Gain sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	(0,1)	—	— %	(371,7)	—	— %
Intérêts payés	(21,3)	(9,2)	132 %	(195,3)	(183,7)	6 %
Impôts payés	(0,4)	(0,1)	300 %	(86,8)	(95,5)	(9) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	307,9	286,3	8 %	1 092,6	1 029,6	6 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(83,3)	(70,7)	18 %	(295,9)	(277,1)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(70,2)	(58,8)	19 %	(225,2)	(202,0)	11 %
Acquisition et vente des et emprunts dans des entités mises en équivalence	(1,8)	4,8	N.M.	(11,7)	(19,3)	(39) %
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2,7	—	— %	2,7	(0,4)	N.M.
Produits de la vente d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	3,3	0,2	N.M.	737,1	1,2	N.M.
Autres activités d'investissement	—	—	— %	(27,0)	—	— %
Flux de trésorerie nets liés aux (utilisés pour les) activités d'investissement	(149,3)	(124,5)	20 %	180,0	(497,6)	N.M.
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Remboursement d'emprunts et autres obligations de financement	(95,1)	(87,0)	9 %	(436,6)	(419,3)	4 %
Produits de la levée d'emprunts et autres obligations de financement	74,1	56,8	30 %	349,9	350,9	— %
Rachat d'actions propres	—	(12,8)	(100) %	(22,7)	(12,8)	77 %
Paiement pour des réductions de capital et des dividendes	—	(150,2)	(100) %	(149,0)	(306,2)	(51) %
Autres passifs (y inclus baux)	(18,8)	(23,4)	(20) %	(89,3)	(87,1)	3 %
Flux de trésorerie nets utilisés pour les activités de financement	(39,8)	(216,6)	(82) %	(347,7)	(474,5)	(27) %

(en millions €)	Pour la période de trois mois clôturé le			Pour l'exercice clôturé le		
	31 décembre			31 décembre		
	2022	2021	Variation %	2022	2021	Variation %
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie						
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	945,6	194,3	387 %	139,5	82,0	70 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 064,4	139,5	663 %	1 064,4	139,5	663 %
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	118,8	(54,8)	N.M.	924,9	57,5	N.M.
Flux de trésorerie disponible ajusté						
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	307,9	286,3	8 %	1 092,6	1 029,6	6 %
Charges d'exploitation liées aux acquisition ou cessions	3,8	9,5	(60) %	20,7	12,2	70 %
Additions opérationnelles au programme de financement par le fournisseur	69,5	56,8	22 %	345,3	350,8	(2) %
Acquisition d'immobilisations corporelles	(83,3)	(70,7)	18 %	(295,9)	(277,1)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(70,2)	(58,8)	19 %	(225,2)	(202,0)	11 %
Remboursements en capital sur les engagements opérationnels au titre du programme de financement par le fournisseur	(64,9)	(72,8)	(11) %	(355,1)	(344,0)	3 %
Remboursements en capital sur les engagements liés aux investissements au titre du programme de financement par le fournisseur	(22,4)	(14,1)	59 %	(62,8)	(65,1)	(4) %
Amortissements en capital sur les obligations de location (hors contrats de location liés au réseau)	(6,3)	(10,8)	(42) %	(42,0)	(40,8)	3 %
Amortissements en capital sur les dotations aux contrats de location liés au réseau après acquisition	(8,7)	(8,3)	5 %	(34,4)	(32,4)	6 %
Flux de trésorerie disponible ajusté (comme auparavant défini)	125,4	117,1	7 %	443,2	431,2	3 %
Charges d'exploitation liées aux acquisition ou cessions	(3,8)	(9,5)	(60) %	(20,7)	(12,2)	70 %
Paiements en principal sur les contrats de location liés au réseau ajoutés avant acquisition	(3,7)	(4,3)	(14) %	(13,5)	(14,1)	(4) %
Flux de trésorerie disponible ajusté (comme inclus dans nos prévisions et actuellement défini)	117,9	103,3	14 %	409,0	404,9	1 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

5.3 Bilan consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	Variation
Actif			
Actifs non-courants :			
Immobilisations corporelles	2 197,1	2 114,8	82,3
Goodwill	1 829,6	1 823,8	5,8
Autres immobilisations incorporelles	1 231,7	783,0	448,7
Actifs d'impôt différé	190,0	169,0	21,0
Participations dans et prêts aux entités mises en équivalence	46,3	117,6	(71,3)
Autres investissements	7,7	7,7	—
Instruments financiers dérivés	485,4	30,8	454,6
Autres actifs	22,4	23,7	(1,3)
Total des actifs non courants	6 010,2	5 070,4	939,8
Actifs courants :			
Stocks	28,2	26,5	1,7
Créances commerciales	190,3	174,3	16,0
Autres actifs courants	170,3	135,7	34,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 064,4	139,5	924,9
Instruments financiers dérivés	123,4	57,1	66,3
Total des actifs courants	1 576,6	533,1	1 043,5
Total des actifs	7 586,8	5 603,5	1 983,3

(en millions €)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	Variation
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres :			
Capital social	12,8	12,8	—
Primes d'émission	80,7	80,7	—
Autres réserves	691,6	697,7	(6,1)
Perte reportée	(1 308,4)	(2 148,1)	839,7
Réévaluations	(1,7)	(9,6)	7,9
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	(525,0)	(1 366,5)	841,5
Intérêts minoritaires	20,4	3,4	17,0
Total des capitaux propres	(504,6)	(1 363,1)	858,5
Passifs non-courants			
Emprunts et dettes financiers	6 119,5	5 080,3	1 039,2
Instruments financiers dérivés	21,4	174,0	(152,6)
Produits différés	2,3	3,6	(1,3)
Passifs d'impôt différé	201,1	111,7	89,4
Autres dettes non courantes	61,1	83,3	(22,2)
Provisions	17,7	14,8	2,9
Total des passifs non courants	6 423,1	5 467,7	955,4
Passifs courants			
Emprunts et autres passifs financiers	535,4	498,8	36,6
Dettes fournisseurs	207,9	166,5	41,4
Charges à imputer et autres passifs courants	464,6	400,6	64,0
Provisions	101,1	88,4	12,7
Produits différés	120,6	115,2	5,4
Instruments financiers dérivés	70,6	58,9	11,7
Passif d'impôt courant	168,1	170,5	(2,4)
Total des passifs courants	1 668,3	1 498,9	169,4
Total des passifs	8 091,4	6 966,6	1 124,8
Total des capitaux propres et des passifs	7 586,8	5 603,5	1 983,3

6 Appendix

6.1 Rapprochement entre le résultat de la période et Consolidated Annualized EBITDAaL (non audité)

Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Le ratio du levier total net est la somme des emprunts et des dettes financiers courants en non-courants (hors les contrats de location) moins trésorerie et équivalents de trésorerie ("Dette Totale Nette"), comme indiqué sur le bilan de la Société, divisé par l'Adjusted EBITDA après les coûts de location ("Adjusted EBITDAaL") annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 31 décembre 2022. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice de la période annualisé des deux derniers trimestres et de l'Adjusted EBITDAaL des deux derniers trimestres.

(en millions €)	Pour la période de trois mois clôturé le		Pour la période de six mois clôturé le	Annualisé des deux derniers trimestres
	30 septembre 2022	31 décembre 2022	31 décembre 2022	31 décembre 2022
Bénéfice de la période	202,7	0,9	203,6	407,2
Impôts	64,8	28,4	93,2	186,4
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	0,7	2,0	2,7	5,4
Réduction de valeur d'investissements dans et/ou emprunts aux entités mises en équivalence	—	63,4	63,4	126,8
Réévaluation à la juste valeur de la participation préexistante dans une entreprise acquise	—	(15,7)	(15,7)	(31,4)
Gain sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	(0,5)	(0,1)	(0,6)	(1,2)
Charges (produits) financières nettes	(93,3)	29,0	(64,3)	(128,6)
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	167,2	239,3	406,5	813,0
EBITDA ⁽²⁾	341,6	347,2	688,8	1 377,6
Rémunération en actions	1,8	3,6	5,4	10,8
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	2,4	3,3	5,7	11,4
Coûts de restructuration	0,9	1,7	2,6	5,2
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	0,6	0,1	0,7	1,4
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	347,3	355,9	703,2	1 406,4
Amortissements sur les contrats de location	(20,9)	(21,5)	(42,4)	(84,8)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(13,7)	(13,4)	(27,1)	(54,2)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	312,7	321,0	633,7	1 267,4
Marge Adjusted EBITDA	52,6 %	49,9 %	51,2 %	51,2 %
Marge Adjusted EBITDAaL	47,3 %	45,0 %	46,1 %	46,1 %
Marge bénéfice net	30,7 %	0,1 %	14,8 %	14,8 %

6.2 Rapprochement des informations financières publiées et remaniées (non audité)

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021

(en millions €)	Sur une base rapportée				
	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	FY 2021
Produits par nature					
Télévision câblée	142,7	136,1	134,4	135,3	548,5
Internet haut débit	168,4	169,4	170,3	172,1	680,2
Téléphonie fixe	55,3	54,0	52,8	53,5	215,6
Produits des abonnements liés au câble	366,4	359,5	357,5	360,9	1 444,3
Téléphonie mobile	117,7	120,3	127,9	126,5	492,4
Total des produits des abonnements	484,1	479,8	485,4	487,4	1 936,7
Services aux entreprises	45,4	44,9	45,5	45,3	181,1
Autres	116,4	117,7	109,7	134,2	478,0
Total des produits	645,9	642,4	640,6	666,9	2 595,8
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	(57,7)	(48,4)	(51,6)	(47,5)	(205,2)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(128,6)	(121,7)	(130,7)	(141,0)	(522,0)
Frais de personnel	(71,2)	(66,9)	(66,1)	(73,2)	(277,4)
Coûts des ventes et frais de marketing	(19,3)	(20,0)	(20,5)	(28,3)	(88,1)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(7,1)	(8,1)	(8,4)	(8,2)	(31,8)
Autres coûts indirects	(27,8)	(22,8)	(24,9)	(28,3)	(103,8)
Total charges opérationnelles	(311,7)	(287,9)	(302,2)	(326,5)	(1 228,3)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	334,2	354,5	338,4	340,4	1 367,5
Marge Adjusted EBITDA	51,7 %	55,2 %	52,8 %	51,0 %	52,7 %
Amortissements sur les contrats de location	(22,3)	(22,9)	(22,3)	(22,4)	(89,9)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(6,7)	(7,0)	(6,7)	(6,8)	(27,2)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	305,2	324,6	309,4	311,2	1 250,4
Marge Adjusted EBITDAaL	47,3 %	50,5 %	48,3 %	46,7 %	48,2 %

(en millions €)

Remanié pour (i) la vente des tours de transmissions mobile dès le 1er juin 2022 et (ii) l'acquisition de Caviar Group le 1er octobre 2022

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	FY 2021
Produits par nature					
Télévision câblée	—	—	—	—	—
Internet haut débit	—	—	—	—	—
Téléphonie fixe	—	—	—	—	—
Produits des abonnements liés au câble	—	—	—	—	—
Téléphonie mobile	—	—	—	—	—
Total des produits des abonnements	—	—	—	—	—
Services aux entreprises	—	—	(0,3)	(0,1)	(0,4)
Autres	—	(0,3)	—	34,7	34,4
Total des produits	—	(0,3)	(0,3)	34,6	34,0
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	—	1,3	3,5	3,5	8,3
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(1,1)	(1,3)	(1,0)	(29,0)	(32,4)
Frais de personnel	1,2	1,2	1,0	(2,2)	1,2
Coûts des ventes et frais de marketing	—	—	—	(0,5)	(0,5)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	—	—	—	(0,2)	(0,2)
Autres coûts indirects	(0,1)	(1,7)	(5,4)	(6,0)	(13,2)
Total charges opérationnelles	—	(0,5)	(1,9)	(34,4)	(36,8)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	—	(0,8)	(2,2)	0,2	(2,8)
Marge Adjusted EBITDA					
Amortissements sur les contrats de location	—	0,3	0,9	0,6	1,8
Charge d'intérêt sur les contrats de location	—	(2,1)	(6,5)	(6,6)	(15,2)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	—	(2,6)	(7,8)	(5,8)	(16,2)
Marge Adjusted EBITDAaL					

(en millions €)	Sur une base remaniée				
	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	FY 2021
Produits par nature					
Télévision câblée	142,7	136,1	134,4	135,3	548,5
Internet haut débit	168,4	169,4	170,3	172,1	680,2
Téléphonie fixe	55,3	54,0	52,8	53,5	215,6
Produits des abonnements liés au câble	366,4	359,5	357,5	360,9	1 444,3
Téléphonie mobile	117,7	120,3	127,9	126,5	492,4
Total des produits des abonnements	484,1	479,8	485,4	487,4	1 936,7
Services aux entreprises	45,4	44,9	45,2	45,2	180,7
Autres	116,4	117,4	109,7	168,9	512,4
Total des produits	645,9	642,1	640,3	701,5	2 629,8
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	(57,7)	(47,1)	(48,1)	(44,0)	(196,9)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(129,7)	(123,0)	(131,7)	(170,0)	(554,4)
Frais de personnel	(70,0)	(65,7)	(65,1)	(75,4)	(276,2)
Coûts des ventes et frais de marketing	(19,3)	(20,0)	(20,5)	(28,8)	(88,6)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(7,1)	(8,1)	(8,4)	(8,4)	(32,0)
Autres coûts indirects	(27,9)	(24,5)	(30,3)	(34,3)	(117,0)
Total charges opérationnelles	(311,7)	(288,4)	(304,1)	(360,9)	(1 265,1)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	334,2	353,7	336,2	340,6	1 364,7
Marge Adjusted EBITDA	51,7 %	55,1 %	52,5 %	48,6 %	51,9 %
Amortissements sur les contrats de location	(22,3)	(22,6)	(21,4)	(21,8)	(88,1)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(6,7)	(9,1)	(13,2)	(13,4)	(42,4)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	305,2	322,0	301,6	305,4	1 234,2
Marge Adjusted EBITDAaL	47,3 %	50,1 %	47,1 %	43,5 %	46,9 %

Informations sur base remaniée pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021: Le 1er juin 2022, nous avons conclu avec succès la vente de notre activité d'infrastructure de tours mobile (« TowerCo ») à DigitalBridge Investments, LLC, une filiale de DigitalBridge Group, Inc. (« DigitalBridge »). Par ailleurs, le 1er octobre 2022, nous avons finalisé l'acquisition d'une participation supplémentaire de 21 % dans le groupe de médias Caviar ; cette acquisition porte notre participation totale à 70% et nous consolidons les résultats financiers de Caviar depuis le 1er octobre 2022. Aux fins du calcul des chiffres de croissance sur une base remaniée, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour exclure/inclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de TowerCo et de Caviar dans la mesure où les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont reflétés dans nos résultats actuels. Les pourcentages de croissance remaniés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance remaniée est une mesure non conforme aux PCGR telle qu'envisagée par le règlement G de la « U.S. Securities and Exchange Commission » et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformes aux normes IFRS de l'UE en tant qu'indicateur de la performance de la société, mais doit plutôt être utilisée en conjonction avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022

(en millions €)	Sur une base rapportée				
	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	FY 2022
Produits par nature					
Télévision câblée	133,6	132,4	135,2	134,2	535,4
Internet haut débit	171,8	171,7	179,3	180,0	702,8
Téléphonie fixe	51,9	50,4	50,3	49,0	201,6
Produits des abonnements liés au câble	357,3	354,5	364,8	363,2	1 439,8
Téléphonie mobile	125,7	127,4	134,6	131,9	519,6
Total des produits des abonnements	483,0	481,9	499,4	495,1	1 959,4
Services aux entreprises	44,3	44,0	44,8	46,6	179,7
Autres	117,5	120,9	116,3	171,2	525,9
Total des produits	644,8	646,8	660,5	712,9	2 665,0
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	(58,8)	(49,4)	(52,8)	(44,5)	(205,5)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(127,8)	(124,4)	(127,9)	(165,3)	(545,4)
Frais de personnel	(72,9)	(72,2)	(71,7)	(76,6)	(293,4)
Coûts des ventes et frais de marketing	(19,9)	(19,5)	(20,5)	(28,8)	(88,7)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,2)	(11,2)	(8,8)	(12,2)	(41,4)
Autres coûts indirects	(27,7)	(28,0)	(31,5)	(29,6)	(116,8)
Total charges opérationnelles	(316,3)	(304,7)	(313,2)	(357,0)	(1 291,2)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	328,5	342,1	347,3	355,9	1 373,8
Marge Adjusted EBITDA	50,9 %	52,9 %	52,6 %	49,9 %	51,5 %
Amortissements sur les contrats de location	(23,1)	(19,6)	(20,9)	(21,5)	(85,1)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(7,1)	(8,4)	(13,7)	(13,4)	(42,6)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	298,3	314,1	312,7	321,0	1 246,1
Marge Adjusted EBITDAaL	46,3 %	48,6 %	47,3 %	45,0 %	46,8 %

(en millions €)

Remanié pour (i) la vente des tours de transmissions mobile dès le 1er juin 2022, (ii) l'acquisition de Caviar Group le 1er octobre 2022 et (iii) l'acquisition d'Eltrona le 1er janvier 2023

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	FY 2022
Produits par nature					
Télévision câblée	3,9	3,9	3,9	4,0	15,7
Internet haut débit	1,5	1,5	1,5	1,6	6,1
Téléphonie fixe	—	—	0,1	—	0,1
Produits des abonnements liés au câble	5,4	5,4	5,5	5,6	21,9
Téléphonie mobile	0,1	0,2	0,2	—	0,5
Total des produits des abonnements	5,5	5,6	5,7	5,6	22,4
Services aux entreprises	0,1	—	0,2	0,1	0,4
Autres	32,9	45,2	45,7	1,1	124,9
Total des produits	38,5	50,8	51,6	6,8	147,7
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	4,3	2,4	(0,4)	(0,5)	5,8
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(28,5)	(38,9)	(39,1)	(1,4)	(107,9)
Frais de personnel	(4,9)	(4,7)	(4,5)	(2,1)	(16,2)
Coûts des ventes et frais de marketing	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,3)	(1,9)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(0,1)	(0,1)	(0,3)	(0,1)	(0,6)
Autres coûts indirects	(7,9)	(5,9)	(1,3)	(0,6)	(15,7)
Total charges opérationnelles	(37,6)	(47,7)	(46,2)	(5,0)	(136,5)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	0,9	3,1	5,4	1,8	11,2
Marge Adjusted EBITDA					
Amortissements sur les contrats de location	0,6	(3,7)	(0,5)	—	(3,6)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(7,0)	(4,7)	—	—	(11,7)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	(5,5)	(5,3)	4,9	1,8	(4,1)
Marge Adjusted EBITDAaL					

(en millions €)

Sur une base remaniée

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	FY 2022
Produits par nature					
Télévision câblée	137,5	136,3	139,1	138,2	551,1
Internet haut débit	173,3	173,2	180,8	181,6	708,9
Téléphonie fixe	51,9	50,4	50,4	49,0	201,7
Produits des abonnements liés au câble	362,7	359,9	370,3	368,8	1 461,7
Téléphonie mobile	125,8	127,6	134,8	131,9	520,1
Total des produits des abonnements	488,5	487,5	505,1	500,7	1 981,8
Services aux entreprises	44,4	44,0	45,0	46,7	180,1
Autres	150,4	166,1	162,0	172,3	650,8
Total des produits	683,3	697,6	712,1	719,7	2 812,7
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	(54,5)	(47,0)	(53,2)	(45,0)	(199,7)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(156,3)	(163,3)	(167,0)	(166,7)	(653,3)
Frais de personnel	(77,8)	(76,9)	(76,2)	(78,7)	(309,6)
Coûts des ventes et frais de marketing	(20,4)	(20,0)	(21,1)	(29,1)	(90,6)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,3)	(11,3)	(9,1)	(12,3)	(42,0)
Autres coûts indirects	(35,6)	(33,9)	(32,8)	(30,2)	(132,5)
Total charges opérationnelles	(353,9)	(352,4)	(359,4)	(362,0)	(1 427,7)
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	329,4	345,2	352,7	357,7	1 385,0
Marge Adjusted EBITDA	48,2 %	49,5 %	49,5 %	49,7 %	49,2 %
Amortissements sur les contrats de location	(22,5)	(23,3)	(21,4)	(21,5)	(88,7)
Charge d'intérêt sur les contrats de location	(14,1)	(13,1)	(13,7)	(13,4)	(54,3)
Adjusted EBITDAaL ⁽²⁾	292,8	308,8	317,6	322,8	1 242,0
Marge Adjusted EBITDAaL	42,9 %	44,3 %	44,6 %	44,9 %	44,2 %

Informations sur base remaniée pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 : Le 1er juin 2022, nous avons conclu avec succès la vente de notre activité d'infrastructure de tours mobile (« TowerCo ») à DigitalBridge Investments, LLC, une filiale de DigitalBridge Group, Inc. (« DigitalBridge »). Par ailleurs, le 1er octobre 2022, nous avons finalisé l'acquisition d'une participation supplémentaire de 21 % dans le groupe de médias Caviar ; cette acquisition porte notre participation totale à 70% et nous consolidons les résultats financiers de Caviar depuis le 1er octobre 2022. Enfin, nous avons finalisé le 1er janvier 2023 l'acquisition de la participation restante (50% plus 1 action) dans l'opérateur de câble luxembourgeois Eltrona et nous consolidons Eltrona depuis cette date. Aux fins du calcul des chiffres de croissance sur une base remaniée pour nos prévisions de l'exercice se terminant au 31 décembre 2022, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA de 2022 pour exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de TowerCo et d'inclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de Caviar et d'Eltrona dans la mesure où les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions seront plus inclus/inclus dans nos résultats actuels. Les pourcentages de croissance remaniés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance remaniée est une mesure non conforme aux PCGR telle qu'envisagée par le règlement G de la « U.S. Securities and Exchange Commission » et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformes aux normes IFRS de l'UE en tant qu'indicateur de la performance de la société, mais doit plutôt être utilisée en conjonction avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.

6.3 Définitions

- (1) **Informations sur base remaniée:** Le 1er juin 2022, nous avons conclu avec succès la vente de notre activité d'infrastructure de tour mobile (« TowerCo ») à DigitalBridge Investments, LLC, une filiale de DigitalBridge Group, Inc. (« DigitalBridge »). Par ailleurs, le 1er octobre 2022, nous avons finalisé l'acquisition d'une participation supplémentaire de 21 % dans le groupe de médias Caviar ; cette acquisition porte notre participation totale à 70% et nous consolidons les résultats financiers de Caviar depuis le 1er octobre 2022. Aux fins du calcul des chiffres de croissance sur une base remaniée, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA ajusté pour exclure/inclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de TowerCo et de Caviar dans la mesure où les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions ne sont plus inclus/inclus dans nos résultats actuels. Les pourcentages de croissance remaniés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance remaniée est une mesure non conforme aux PCGR telle qu'envisagée par le règlement G de la « U.S. Securities and Exchange Commission » et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformes aux normes IFRS de l'UE en tant qu'indicateur de la performance de la société, mais doit plutôt être utilisée en conjonction avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.
- (2) **L'EBITDA** est défini comme étant le bénéfice avant les charges financières nettes, la part dans le résultat des participations consolidées par mise en équivalence, les impôts sur le résultat, les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles et les dépréciations. **L'Adjusted EBITDA** est défini comme étant l'EBITDA avant les rémunérations à base d'actions, les ajustements postérieurs à la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprises et aux coûts de restructuration, et avant les charges et produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements, réussis ou non. Les charges ou produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements comprennent (i) les bénéfices et pertes sur la cession d'actifs immobilisés, (ii) les frais de due diligence, coûts juridiques, frais de conseil et autres frais de tiers qui se rapportent directement aux efforts de la Société en vue d'acquiescer ou de céder un intérêt de contrôle dans des entreprises et (iii) les autres éléments en rapport avec l'acquisition, comme les gains et les pertes sur le règlement d'une contrepartie conditionnelle. **L'Adjusted EBITDAaL** (Adjusted EBITDA après les coûts de locations) est défini comme l'Adjusted EBITDA après ajustement pour inclure les amortissements et les charges d'intérêts liés aux locations. L'Adjusted EBITDA et l'Adjusted EBITDAaL sont des mesures non-GAAP, tels qu'ils sont définis par le règlement G de la « U.S. Securities and Exchange Commission », et (i) représentent une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société avant et après l'inclusion de toutes les dépenses liées à la location nécessaires à l'exploitation de l'entreprise et (ii) permettent de comparer la performance de Telenet et la performance d'autres sociétés du même secteur ou de secteurs similaires, bien que la mesure de Telenet puisse ne pas être directement comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés publiques. Ces mesures non-GAAP ne doivent pas remplacer les mesures conformes aux normes IFRS de l'UE en tant qu'indicateur de la performance de la société, mais doivent plutôt être utilisées conjointement avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable. Le Tableau 1 à la page 17 établit la correspondance entre ce critère et le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (3) Nous entendons par '**dépenses d'investissement à imputer**' les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les investissements dans le cadre de contrats de location-financement et autres contrats de financement, tels qu'ils sont présentés sur une base d'imputation dans l'état consolidé de la position financière de la Société.
- (4) **L'Adjusted EBITDA minus ajouts aux immobilisations corporelles (précédemment dénommé Flux de trésorerie opérationnel disponible ou "OFCF")** est défini comme étant l'EBITDA ajusté (Adjusted EBITDA) moins les dépenses d'investissement à imputer, comme indiqué dans le rapport financier consolidé de la Société. Les dépenses d'investissement à imputer n'incluent pas la comptabilisation des droits de diffusion pour le football, des licences pour le spectre mobile et certaines acquisitions d'immobilisations liées à des baux. L'Adjusted EBITDA minus ajouts aux immobilisations corporelles est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est une mesure significative car elle fournit (i) une vision transparente de l'Adjusted EBITDA qui reste après les dépenses en capital de la Société, que la Société estime important de prendre en compte lors de l'évaluation de la performance globale de l'entreprise et (ii) une vision comparable de la performance de la Société par rapport à d'autres entreprises de télécommunications. L'Adjusted EBITDA minus ajouts aux immobilisations corporelles de la Société peut différer de la façon dont d'autres sociétés définissent et appliquent leur définition de mesures similaires.
- (5) **Le flux de trésorerie disponible ajusté** est défini comme la trésorerie nette fournie par les activités d'exploitation de la Société, plus les dépenses financées par les fournisseurs liées à l'exploitation (ce qui représente une augmentation de la trésorerie réelle disponible de la Société en raison de l'extension des conditions de paiement des fournisseurs au-delà des conditions de paiement normales, qui sont généralement de 90 jours ou moins, par le biais d'activités de financement hors trésorerie), moins (i) les paiements en espèces au cours de la période pour les dépenses en immobilisations telles que présentées dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société, (ii) les remboursements en capital sur les dépenses d'exploitation et d'investissement les montants financés par les fournisseurs et les intermédiaires (ce qui représente une diminution de la période de la trésorerie réelle disponible de la Société en raison du paiement des montants aux fournisseurs et aux intermédiaires pour lesquels nous avons auparavant prolongé les paiements des fournisseurs au-delà des conditions de paiement normales), et (iii) les remboursements en capital sur les contrats de location-financement (qui représentent une diminution de la période par rapport à notre trésorerie réelle disponible) chacun tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société. La Société estime que sa présentation du flux de trésorerie disponible ajusté, qui est une mesure non-GAAP telle qu'envisagée par la Réglementation G de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, fournit des informations utiles à ses investisseurs, car cette mesure peut être utilisée pour évaluer la capacité de la Société à (i) servir la dette et (ii) financer de nouvelles opportunités d'investissement après examen de tous les paiements en espèces réels liés aux activités et aux dépenses du fonds de roulement qui sont de nature capitale, qu'ils soient payés dans les conditions normales de paiement du fournisseur ou payés ultérieurement en dehors des

conditions normales de paiement du fournisseur (auquel cas le la Société paie généralement en moins de 365 jours). Le flux de trésorerie disponible ajusté ne doit pas être compris comme représentant la capacité de la Société à financer des montants discrétionnaires, car la Société a diverses obligations obligatoires et contractuelles, y compris le remboursement de la dette, qui ne sont pas déduites pour arriver à ces montants. Les investisseurs doivent considérer le flux de trésorerie disponible ajusté comme un complément et non un substitut aux mesures de liquidité conformes aux IFRS-UE incluses dans les états consolidés des flux de trésorerie de la Société. En outre, le flux de trésorerie disponible ajusté de la Société peut différer de la façon dont d'autres sociétés définissent et appliquent leur définition du flux de trésorerie disponible ajusté.

- (6) Un **abonné à la télédistribution** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services vidéo de Telenet sur le Réseau de Telenet et du Partenaire (ensemble le "Réseau Combiné").
- (7) Un **abonné internet** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services internet de Telenet sur le Réseau Combiné.
- (8) Un **abonné à la téléphonie fixe** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services de téléphonie fixe de Telenet sur le Réseau Combiné. Les abonnés à la téléphonie fixe n'incluent aucun abonné à la téléphonie mobile.
- (9) Le **nombre d'abonnés à la téléphonie mobile** représente le nombre de cartes SIM actives qui sont en usage, et non le nombre de services fournis. Si par exemple un abonné à la téléphonie mobile dispose à la fois d'un plan data et d'un plan vocal pour un smartphone, cette personne est considérée comme un seul abonné à la téléphonie mobile. Un abonné avec un plan vocal et un plan data pour un smartphone et un plan data pour un ordinateur portable (via un dongle) est cependant compté comme deux abonnés à la téléphonie mobile. Après 90 jours d'inactivité, les clients qui ne paient aucun montant mensuel récurrent ne sont plus repris dans le nombre des abonnés à la téléphonie mobile.
- (10) Une **relation client** est un client qui reçoit au moins un des services télé, internet ou téléphonie fixe de Telenet et que Telenet compte comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la quantité de services auxquels il est abonné. Les relations clients sont en principe comptées sur la base du nombre d'immeubles. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est en principe comptée comme deux relations clients. Telenet ne compte pas comme relations clients les clients qui utilisent uniquement les services de téléphonie mobile de Telenet.
- (11) Le **revenu moyen par relation client** fait référence aux revenus mensuels moyens provenant des abonnements par relation client moyenne et est calculé en divisant les revenus mensuels moyens provenant des abonnements (hors revenus de la téléphonie mobile, services aux entreprises, interconnexion, redevances de transport et distribution, vente de smartphones et frais d'installation) pour la période en question, par le nombre moyen de relations clients au début et à la fin de la période.
- (12) Les **maisons raccordables** sont les habitations, unités d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou unités dans un immeuble commercial qui peuvent, sans extension matérielle de la centrale de distribution, être raccordées au Réseau Combiné. Le nombre de maisons raccordables est basé sur les données du recensement, lesquelles peuvent changer en fonction des révisions de ces données ou sur la base de nouveaux résultats de recensement.
- (13) Une **unité génératrice de revenus** est un abonné individuel à la télédistribution, un abonné internet individuel ou un abonné individuel à la téléphonie fixe. Une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial peut inclure une ou plusieurs unités génératrices de revenus. Si par exemple un client particulier est abonné à l'offre de télédistribution de Telenet, au service de téléphonie fixe et à l'internet haut débit, ce client représente trois unités génératrices de revenus. Le nombre total d'unités génératrices de revenus est la somme du nombre d'abonnés à la télédistribution, à l'internet et à la téléphonie fixe. Le nombre d'unités génératrices de revenus est compté, d'une manière générale, sur la base du nombre d'immeubles, de sorte que pour un service déterminé, un immeuble déterminé ne soit pas compté comme étant plus d'une unité génératrice de revenus. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est par contre comptée comme deux unités génératrices de revenus pour le service en question. Chaque service câble, internet ou téléphonie fixe inclus dans un pack de produits est compté comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la nature de la remise pack ou de la promotion éventuelle. Les abonnés non payants sont comptés comme des abonnés pendant la période au cours de laquelle ils reçoivent un service gratuit par le biais d'une promotion. Certains de ces abonnés renoncent au terme de cette période gratuite. Les services qui sont offerts gratuitement de manière prolongée (p. ex. aux VIP ou aux travailleurs) ne sont, en principe, pas comptés comme unités génératrices de revenus. Les abonnements aux services de téléphonie mobile ne sont pas repris dans le nombre d'unités génératrices de revenus communiqué à l'extérieur.
- (14) Le **taux d'attrition** représente le pourcentage de clients qui résilient leur abonnement. La moyenne mobile annuelle est calculée en divisant le nombre de désabonnements au cours des 12 derniers mois par le nombre moyen de relations clients. Pour le calcul du taux d'attrition, on considère qu'il y a eu désabonnement dès lors que le client ne reçoit plus aucun service de la part de Telenet et doit restituer le matériel de Telenet. Le passage partiel vers un produit inférieur, ce qui est généralement appliqué pour encourager les clients à payer une facture en souffrance afin d'éviter qu'il soit mis fin à tous les services, n'est pas considéré comme un désabonnement dans le calcul du taux d'attrition de Telenet. De même, les clients qui déménagent à l'intérieur de la zone câblée de Telenet et les clients qui passent à des services supérieurs ou inférieurs ne sont pas considérés comme des désabonnements dans le calcul du taux d'attrition.
- (15) Le **ratio du levier total net** est la somme des emprunts et dettes financiers courants en non-courants (moins les contrats de location) moins trésorerie et équivalents de trésorerie, comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDAaL annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 31 décembre 2022. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à

échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent. Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine.

- (16) Le **ratio du levier covenant** net est calculé selon la définition de la Facilité de Crédit Senior 2020 modifiée, c.-à-d. en divisant la dette nette totale (sur base des montants fixés en € comme mentionné ci-dessus), à l'exclusion (i) des prêts d'actionnaires subordonnés, (ii) des éléments d'endettement activés sous les indemnités de clientèle et d'annuités, (iii) de tout contrat de location-financement conclu le 1er août 2007 ou avant cette date, (iv) de toute dette dans le cadre de la location du réseau conclue avec les intercommunales pures, (v) de tout passif lié au financement du vendeur, y compris (vi) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA), divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres.

Conférence téléphonique pour investisseurs et analystes – Telenet donnera, le 16 février 2023 à 15:00h (heures de Bruxelles), un vidéo webcast et une conférence téléphonique sur les résultats financiers pour investisseurs institutionnels et analystes. Vous trouverez les détails et les liens du webcast sur <https://investors.telenet.be>.

Contacts

Relations avec les investisseurs:	Rob Goyens Bart Boone	rob.goyens@telenetgroup.be bart.boone@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 333 054 Téléphone: +32 15 333 738
Relations presse et médias:	Stefan Coenjaerts	stefan.coenjaerts@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 335 006

À propos de Telenet – En tant que fournisseur belge de services de divertissement et de télécommunications, Telenet Group est constamment à la recherche de l'excellence pour ses clients au sein du monde numérique. Sous la marque Telenet, l'entreprise fournit des services de télévision numérique, d'Internet à haut débit et de téléphonies fixe et mobile, destinés au segment résidentiel en Flandre et à Bruxelles. Telenet Group offre également des services de téléphonie mobile sous la marque BASE à l'échelle de la Belgique. Le département Telenet Business propose quant à lui des solutions de connectivité, d'hébergement et de sécurité aux marchés professionnels belge et luxembourgeois. Plus de 3.000 collaborateurs ont un objectif commun: rendre la vie et le travail plus facile et plus agréable. Telenet Group fait partie de Telenet Group Holding SA et est coté sur Euronext Bruxelles sous le symbole boursier TNET. Pour plus d'informations, visitez www.telenet.be. Liberty Global – l'une des entreprises leaders au niveau mondial de la vidéo convergente, de l'Internet haut débit et de la communication, innovant et donnant les moyens à ses clients dans six pays européens de tirer le meilleur parti de la révolution numérique – détient une participation directe de 59,2% des actions de Telenet Group Holding SA (incluant actions propres détenues de temps à autre par cette dernière).

Informations complémentaires – Des informations complémentaires concernant Telenet et ses produits peuvent être obtenues sur son site web <https://www.telenet.be>. D'autres informations relatives aux données opérationnelles et financières figurant dans le présent document peuvent être téléchargées dans la partie du site destinée aux investisseurs. Le rapport annuel consolidé 2021 de Telenet ainsi que les états financiers consolidés non audités et des présentations liées aux résultats financiers pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2022 peuvent être consultés dans la partie du site de Telenet destinée aux investisseurs (<https://investors.telenet.be>).

Déclaration de 'Safe Harbor' en vertu du 'Private Securities Litigation Reform Act' américain de 1995 – Diverses déclarations contenues dans ce document constituent des "déclarations prospectives" telles que ce terme est défini dans la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Des mots tels que "croire", "anticiper", "devrait", "avoir l'intention de", "planifier", « sera », « s'attend à », « estime », « projette », « positionné », « stratégie » et des expressions similaires identifient ces déclarations prospectives liées à nos perspectives et performances financières et opérationnelles, y compris les revenus, la trésorerie disponible ajustée Flow, l'EBITDA ajusté, l'EBITDAaL ajusté remanié et l'EBITDA ajusté moins les acquisitions d'immobilisations corporelles, ainsi que nos prévisions financières ; les perspectives de croissance future ; stratégies; les lancements de produits, de réseaux et de technologies, ainsi que les capacités et l'expansion ; la solidité de nos bilans respectifs et de ceux de nos sociétés affiliées (y compris la position de trésorerie et de liquidité), la durée de notre dette envers des tiers, la capacité d'emprunt prévue ; les efforts, la croissance et les performances financières prévus de la création de NetCo entre Telenet et Fluvius, y compris le calendrier, les coûts et les avantages qui en découleront ; les dividendes à verser aux actionnaires ; l'expansion continue prévue de notre réseau 5G, y compris le calendrier, les coûts et les avantages qui en découleront ; les coûts et les avantages à réaliser à la suite de la vente par l'entreprise de son infrastructure de tour mobile à DigitalBridge ; et l'impact anticipé des acquisitions sur nos opérations combinées et notre performance financière, chacune impliquant des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs susceptibles de faire en sorte que nos résultats, performances ou réalisations réels ou les résultats de l'industrie soient sensiblement différents de ceux envisagés, projetés, prévus, estimés ou budgétés, exprimés ou implicites, par ces déclarations prospectives. Ces facteurs comprennent : des développements défavorables potentiels concernant nos liquidités ou nos résultats d'exploitation ; les développements concurrentiels, économiques ou réglementaires potentiels défavorables, l'impact négatif potentiel de l'écllosion de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) ; nos importants remboursements de dettes et autres engagements contractuels ; notre capacité à financer et à exécuter notre plan d'affaires ; notre capacité à générer des liquidités suffisantes pour assurer le service de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ; l'impact des nouvelles opportunités commerciales nécessitant d'importants investissements initiaux ; notre capacité à attirer et à fidéliser les clients et à accroître notre pénétration globale du marché ; notre capacité à concurrencer d'autres entreprises de communication et de distribution de contenu ; notre capacité à maintenir des contrats essentiels à nos opérations ; notre capacité à répondre adéquatement aux évolutions technologiques ; notre capacité à développer et à maintenir des sauvegardes pour nos systèmes critiques ; notre capacité à continuer à concevoir des réseaux, à installer des installations, à obtenir et à maintenir toutes les licences ou approbations gouvernementales requises et à financer la construction et le développement, en temps opportun à des coûts raisonnables et à des conditions satisfaisantes ; notre capacité à avoir un impact ou à répondre efficacement à des lois ou réglementations nouvelles ou

modifiées ; notre capacité à réaliser des investissements créateurs de valeur ; et notre capacité à maintenir ou à augmenter les distributions aux actionnaires au cours des périodes futures. Nous n'assumons aucune obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives contenues dans les présentes pour refléter les résultats réels, les changements d'hypothèses ou les changements de facteurs affectant ces déclarations.

Information financière – Les états financiers consolidés de Telenet Group Holding de et pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 ont été établis, sauf indication contraire, conformément aux IFRS-UE et peuvent être consultés sur le site internet de la Société à partir du 24 mars 2023.

Critères non-GAAP – 'Adjusted EBITDA', 'Adjusted EBITDAaL', 'Adjusted EBITDA minus ajouts aux immobilisations corporelles', 'Adjusted Free Cash Flow' et 'le ratio du levier total net' sont des critères non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Pour les définitions et les rapprochements y afférents, nous renvoyons à la partie 'Investor Relations' sur le site internet de Liberty Global plc (<https://www.libertyglobal.com>). Liberty Global plc est l'actionnaire de contrôle de la Société.

Ce document a été autorisé à la publication le 16 février 2023 à 7.00 h, heure de Bruxelles